



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

NCBA CLUSA
The National Cooperative Business Association • CLUSA International

Resilience and Economic Growth in the Sahel-Enhanced Resilience

USAID | REGIS-ER

Republic of Niger and
Burkina Faso

Cooperative Agreement
No. 625-A-14-0001

Rapport d'évaluation Activité Habbanaye



Stéphane Pil

Mai 2017

REMERCIEMENTS

L'équipe d'évaluation remercie toutes les personnes qui ont pris part à la réalisation de cette mission. Nos remerciements vont également à l'ensemble des bénéficiaires rencontrés pour leur accueil et disponibilité. Les nombreux et fructueux échanges ont permis de recueillir des données intéressantes et utiles à l'analyse des résultats des opérations Habbanaye du projet.

La participation active aux débats des acteurs locaux rencontrés, notamment les Autorités locales, les responsables des Services techniques déconcentrés de l'élevage et les promoteurs des Services vétérinaires privés de proximité, est également à saluer.

Une mention spéciale est adressée aux partenaires d'exécution CLUSA-NCBA, AREN, A2N et au personnel du projet (logistique, opérationnel et administratif) et plus particulièrement aux équipes de la composante Elevage qui se sont investies dans l'organisation des enquêtes sur le terrain.

Enfin, l'équipe d'évaluation remercie M. Guy Van Vlaenderen pour ses outils et méthodologies dans le domaine des enquêtes zootechniques, ainsi que les responsables du projet pour leur confiance.

Ce rapport a été rédigé par des experts externes indépendants. Les opinions exprimées dans ce document, représentent les points de vue des auteurs, et ne sont pas nécessairement partagées par USAID, NCBA-CLUSA et les Autorités du Niger et du Burkina Faso.

EQUIPE D'ÉVALUATION

La mission d'évaluation s'est appuyée sur un consultant principal et un consultant associé par pays avec des expertises et des responsabilités complémentaires :

- Un consultant principal (M. Stéphane Pil), spécialiste en élevage et suivi évaluation avec une expérience confirmée dans le domaine du Habbanaye au Sahel, qui a assuré plus particulièrement la préparation (méthodologie et outils), la coordination terrain, l'analyse des données et le rapportage de la mission. Hormis une partie des enquêtes auprès des bénéficiaires, le consultant a aussi conduit les séances de travail avec les partenaires d'exécution et les équipes opérationnelles du projet.
- Un consultant associé au Burkina Faso (M. Eugène Doulkom), spécialiste en élevage et très expérimenté dans les enquêtes zootechniques, qui a réalisé la majorité du suivi zootechnique, des Interviews Semi Structurés (ISS) et des séances de travail avec les Comités De Gestion (CDG) des différentes communautés bénéficiaires de l'appui du projet. Il a participé également à l'analyse des résultats.
- Un consultant associé au Niger (M. Abdou Issa), spécialiste en environnement rural et en renforcement des capacités communautaires, qui a effectué une bonne partie des ISS avec les bénéficiaires pourvus et en attente d'animaux ainsi que des séances de travail avec les CDG de l'activité Habbanaye. Il a contribué activement à l'analyse des résultats.

De plus, l'équipe a bénéficié du renfort de plusieurs cadres Elevage du projet, qu'elle a formés aux outils d'enquêtes zootechniques des petits ruminants, afin d'augmenter la base d'échantillonnage enquêtée auprès des bénéficiaires de l'activité Habbanaye Chèvre.

Par ailleurs, la mission a fait appel à un enquêteur-encodeur expérimenté en suivi zootechnique (M. Crépin Afolabi) pour renforcer l'ambitieux travail de collecte et de traitement des données. Enfin, deux traducteurs (M. Saïdou Koïta et M. Abba Adam) rodés à l'animation villageoise ont participé activement aux enquêtes et entretiens sur le terrain au-delà de leur cahier des charges initial.

TABLE DES MATIÈRES

1.	Description de l'intervention	6
2.	Cadre de l'évaluation	6
2.1	Objectifs	6
2.2	Méthodologie.....	7
2.3	Outils d'enquêtes	7
2.4	Déroulement de la mission	8
2.5	Limites et contraintes rencontrées.....	9
3.	Resultats et analyse	9
3.1	Chemin de changement	9
3.2	Efficiency de l'activité	11
3.2.1	Sélection et organisation des bénéficiaires (Etape 1)	12
3.2.2	Performances des animaux distribués (Etapas 2 et 3)	13
3.2.3	Bilan de l'Efficiency	15
3.3	Efficacité de l'activité.....	16
3.3.1	Passages des animaux et résultats zootechniques (Etapas 4 et 5).....	16
3.3.2	Performances des élevages en croissance et en croisière (Etape 6)	18
3.3.3	Autres résultats en élevage	20
3.3.4	Bilan de l'Efficacité à court terme.....	22
3.4	Effets et impact de l'activité	24
3.4.1	Effets sur la Sécurité alimentaire (Etape 7)	25
3.4.2	Effets sur la Sécurité économique (Etape 8)	25
3.4.3	Effets et Impact sur la Résilience (Etapas 9, 10 et 11)	27
3.4.4	Bilan de l'efficacité à moyen et long terme	28
3.5	Durabilité de l'activité	29
3.5.1	Viabilité des élevages bénéficiaires	29
3.5.2	Viabilité de l'opération Habbanaye.....	30
3.5.3	Bilan de la durabilité	32
3.6	Pertinence globale de l'activité	32
3.7	Analyse spécifique de l'activité habbanaye volaille	33
3.7.1	Phase d'installation des élevages	33
3.7.2	Phase de démultiplication et de croissance des élevages	34
3.7.3	Bilan critères CAD	35
4.	Conclusions	36
4.1	Au titre de l'activité Habbanaye Chèvre	36
4.2	Au titre de l'activité Habbanaye Volaille.....	36
5.	Recommandations.....	37
6.	Enseignements tirés	39
6.1	Processus de changement visé par la stratégie	39
6.1.1	Approche globale par rapport à l'objectif de Résilience	39
6.1.2	Ciblage et organisation des bénéficiaires	40
6.2	Approches de mise en place et de développement du système Habbanaye (placement, accompagnement, passage...)	41
6.2.1	Placement des animaux (achat, quarantaine et distribution).....	42
6.2.2	Services supports à l'élevage	43
6.2.3	Passages des animaux	44

6.3 Dispositif de suivi / évaluation	44
6.4 Implication des acteurs du changement (transfert progressif des rôles et responsabilités...)	45

ACRONYMES

AN	Ancien (désigne ici le bénéficiaire recevant les animaux en 2014 ou 2015)
APS	Agent Prestataire de Services (AE ou VVV dans le cadre du Habbanaye)
AE	Auxiliaire d'Élevage
CAD	Critères d'Appréciation du Développement pour les évaluations
CDG	Comités De Gestion (ou de suivi de l'activité Habbanaye)
CR	Chèvre Rousse (de Maradi au Niger reconnue pour sa prolificité)
FAR	Femelle en Age de Reproduction
ISS	Interviews Semi-Structurées
PN	Productivité Numérique (Nbre jeunes de \pm 1 an produit par FAR dans l'année)
PR	Principal (désigne ici le bénéficiaire recevant les animaux directement du projet)
PRL	Personne Ressource Locale
MARP	Méthode Accélérée de Recherche Participative
MtM	Mother to Mother (groupe de femmes axé sur la santé reproductive et la nutrition)
RE	Récents (désigne ici le bénéficiaire recevant les animaux en 2016)
REGIS-ER	Projet Résilience et Croissance Économique au Sahel – Résilience Renforcée exécuté par CNBA-CLUSA sur financement USAID
RSAP	Réseau de Santé Animale de Proximité (au Burkina Faso)
SAE	Sécurité Alimentaire et Economique
SE	Secondaire (désigne ici le bénéficiaire recevant les animaux via un autre bénéficiaire)
SP	Saison des Pluies
SPAI	Sous-Produits Agro Industriels
SR	Saison des Récoltes
SSC	Saison Sèche Chaude
SSF	Saison Sèche Froide
STD	Services Techniques Déconcentrés (de l'élevage)
SVPP	Service Vétérinaire Privé de Proximité (au Niger)
TOC	Théorie du Changement
VP	Vétérinaires Privés (Promoteur responsable d'un SVPP au Niger ou d'un RSAP au Burkina Faso)
VVV	Vaccinateur Villageois Volailles
ZAK	Zootechnical Analysis Kit

1. DESCRIPTION DE L'INTERVENTION

Dans le cadre de l'initiative RISE (Resilience in the Sahel Enhanced), USAID finance différentes interventions de renforcement de la résilience des populations dans plusieurs régions du Niger et du Burkina Faso tel que le projet REGIS-ER. A terme, REGIS-ER vise plus spécifiquement une diminution de la vulnérabilité et une amélioration de la croissance économique des populations de sa zone.

Parmi les différentes composantes de ce projet, l'activité « Habbanaye » consiste à (re)constituer un capital productif en actifs animaux chez les vulnérables et les membres des groupes Mother to Mother (MtM). L'action initiale porte sur la mise en place d'un kit d'animaux reproducteurs (chèvres ou volailles). L'octroi porte, actuellement, sur un noyau de 3 chèvres et 1 bouc (cas du habbanaye caprins) ou de 10 poules et 1 coq (cas du habbanaye volailles). Le premier lot de bénéficiaires s'engage à transférer, le même nombre d'animaux octroyés à un second groupe de bénéficiaires dans un délai raisonnable (18 mois pour les caprins et 8 mois pour la volaille). Le projet met en œuvre aussi des actions d'accompagnement à ces élevages dans les domaines de la santé et de l'alimentation animale ainsi que des formations en direction des bénéficiaires principaux (ceux recevant directement les animaux du projet). L'activité Habbanaye intervient en cohérence avec les autres volets de l'intervention à savoir les programmes d'agriculture (pluviale et maraîchage), d'hydraulique, de santé - nutrition et de gouvernance.

A terme, l'opération Habbanaye recherche un impact important dans la communauté à travers :

- Une augmentation des productions agricoles et en particulier du petit élevage ;
- Une diversification et hausse des revenus par la vente d'animaux et/ou de produits d'origine animale ;
- Une meilleure prise en charge de la nutrition des jeunes enfants ;
- Un essor des systèmes d'entraides communautaires ; et
- Et enfin un développement des capacités humaines.

Depuis 2014, le projet a touché près de 2.800 bénéficiaires en Habbanaye Chèvre et 200 bénéficiaires en Habbanaye Volaille. Plusieurs dizaines d'opérations de distributions (pour plus de 8.000 animaux octroyés) et de passages (autour de 1.500 têtes transférées) de chèvres ont été conduites à fin 2016. Les opérations volailles ont aussi commencé mais plus tardivement et à petite échelle (près de 1.700 volailles distribuées et de l'ordre de 360 transférées). Ces types d'opérations continuent en 2017.

Jusqu'à présent, le projet joue un rôle important dans la mise en œuvre et le suivi de l'activité mais plusieurs acteurs locaux sont aussi parties prenantes. L'approche est avant tout communautaire avec une responsabilisation progressive des populations et notamment de comités de gestion villageois. Les services vétérinaires (privés ou étatiques) assurent les soins aux animaux autour des distributions. Les Services Techniques Déconcentrés (STD) font également le contrôle de conformité des animaux avant octroi aux bénéficiaires. Les Communes commencent à être impliquées sur certaines étapes essentielles de l'activité. Au final, le projet ambitionne que l'activité habbanaye devienne un outil de résilience des Communes et réajuste au fur et à mesure sa stratégie afin de mieux prendre en compte cette dynamique.

2. CADRE DE L'ÉVALUATION

2.1 OBJECTIFS

Les termes de référence de la mission demandent de conduire une évaluation de l'activité Habbanaye en cours dans le but de fournir des propositions afin que l'intervention puisse être portée localement par les communautés et les structures communales (Cf. Annexe 1 « Termes de référence »).

Plus spécifiquement, les résultats attendus sont de 2 ordres :

- La qualité de l'activité est évaluée et répond à une série d'appréciations portant sur différents

domaines : (i) la valeur du capital initial apporté aux bénéficiaires ; (ii) les paramètres zootechniques et les performances des élevages ; (iii) les mesures prises en alimentation animale ; (iv) les risques sanitaires ; et (v) les éléments clés de la conduite opérationnelle.

- Des propositions sont formulées pour un portage local, de qualité, avec une prise en compte des étapes clés tel que l'identification des bénéficiaires, la mobilisation des ressources financières, le placement et le passage des actifs animaux, les formations et le suivi.

2.2 MÉTHODOLOGIE

L'approche de l'évaluation (Cf. Annexe 2 « Offre technique de la mission »), se base avant tout sur un certain nombre de principes à savoir :

- Une objectivité et neutralité à travers un regard extérieur par des consultants indépendants ;
- Une fiabilité des données en triangulant les informations de différentes manières et via une diversité d'acteurs exprimant librement leurs points de vue ;
- Une démarche constructive dans le souci d'une part de tirer des leçons utiles à la capitalisation par les partenaires et d'autre part d'établir des recommandations réalistes et pertinentes pour améliorer la qualité de l'intervention et la responsabilisation des acteurs locaux ;
- Une participation active et large des bénéficiaires et des partenaires clés sur les différents processus menés par le projet.

En outre, la méthodologie a adopté un raisonnement logique, de type démonstration « mathématique », ayant pour objet de vérifier le degré de réalisation des différentes étapes du chemin de changement de l'activité Habbanaye conduit selon la stratégie du projet. Les Critères d'Appréciation du Développement (CAD) servant de référence aux évaluations sont aussi traités.

Pour ce faire, une revue bibliographique a été effectuée (Cf. Annexe 3 « Liste documents consultés »). Des outils spécifiques ont été conçus et testés, portant sur des points d'analyse critique comme : (i) les performances zootechniques ; (ii) les modalités de distribution et de passage des animaux ; (iii) les activités supports en élevage ; et (iv) les dispositifs d'accompagnement et de suivi. Ensuite, la collecte des données a été initiée en direction des acteurs à la base (bénéficiaires pourvus et en attente d'animaux, comités de gestion, Agents Prestataires de Services APS...) avant de remonter progressivement les constats dans des échanges avec les niveaux supérieurs de l'intervention (STD, Vétérinaires Privés, Communes, Partenaires spécialisés, Equipe projet...).

En tenant compte de la complexité de l'intervention due à de multiples variantes et aux objectifs de la mission, une stratification a été établie sur base des critères prépondérants et a servi de base à l'échantillonnage des enquêtes. Au final, les données ont été traitées et analysées selon le découpage suivant :

- Pays : Niger et/ou Burkina Faso ;
- Zone agro-écologique, communauté socioprofessionnelle et région d'intervention : 4 régions sont ciblées et retenues pour la mission ;
- Catégorie des bénéficiaires : Principale (PR) et/ou Secondaire (SE) ; Ancien (AN) et/ou Récent (RE) ; Pourvu et/ou en attente d'animaux.

De là, selon l'intérêt de la démonstration à établir dans le cadre du chemin de changement, les principaux résultats sont exposés de manière désagrégée ou regroupée.

2.3 OUTILS D'ENQUÊTES

Les différents outils, utilisés lors de la mission d'évaluation, sont basés sur les techniques d'animations de type Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARP) et sont assez bien diversifiés. Les principaux outils employés sont de 3 types :

- Des guides d'entretiens permettant de conduire des Interviews Semi-Structurées (ISS) avec des

focus groupes de bénéficiaires reprenant les étapes essentielles du chemin de changement Habbanaye (Cf. Annexe 4 « Fiche ISS bénéficiaires ») et des séances de travail avec les Comités De Gestion (CDG) à partir d'un canevas axé sur leurs activités, opérationnalité et durabilité ;

- Des enquêtes zootechniques rétrospectives basées sur une approche innovante de collecte et de traitement des données retraçant les performances des élevages. L'outil ZAK (Zootechnical Analysis Kit) est détaillé en annexe 5 « Brochure méthodologique ZAK ».
- Des guides d'entretien fixant les contours des ateliers avec les bénéficiaires (sur les mesures de changements, le bilan des critères CAD) puis avec l'équipe projet (sur les leçons apprises) ainsi que des séances de travail successives avec les acteurs locaux clés présents sur le terrain.

2.4 DÉROULEMENT DE LA MISSION

L'évaluation de l'activité Habbanaye s'est déroulée en 3 grandes phases principales à savoir :

- La préparation de la mission (en février) à travers la tenue de briefings avec la direction et les responsables élevage du projet, la revue bibliographique, l'élaboration et le test des outils, le partage des méthodologies et outils au sein de l'équipe d'évaluation, l'organisation de la logistique, etc.
- La collecte des données qui s'est répétée dans 4 régions du projet (deux au Niger et deux au Burkina Faso, entre mars et avril) via :
 - Des enquêtes de terrain avec des visites d'exploitation et des ISS des différentes catégories de bénéficiaires ainsi que des séances de travail avec les CDG ;
 - Des ateliers « Effets » (mesure du changement) auprès des bénéficiaires anciens (ayant reçu des animaux du projet entre 2014 et 2015) ;
 - Des ateliers « Bilan et Perspectives » par région, incluant des bénéficiaires des 3 grandes catégories établies (principaux anciens, principaux récents et secondaires) ;
 - Des séances de travail avec tous les types d'acteurs locaux clés comme les Communes, les STD, les Vétérinaires Privés (VP), les Agents Prestataires de Services (APS), etc. ; et
 - Deux ateliers « Leçons apprises » avec une partie des équipes opérationnelles du Niger et du Burkina Faso.
- Le traitement, analyse et restitution des données incluant un atelier de restitution des résultats aux principaux responsables du projet et le rapportage (en mai). Cette étape a nécessité finalement plus de temps que prévu au regard de la multitude de contextes différents à prendre en compte et du volume des données collectées par la mission (Cf. Annexe 6 « PWP atelier restitution mission »).

Finalement, ce sont plusieurs dizaines de points et sous-points d'analyse critique le long du chemin de changement Habbanaye qui ont ainsi été abordés au travers de 75 séances de travail incluant plus de 740 bénéficiaires (essentiellement des femmes) répartis entre 35 sites de 4 régions différents (Tillabéry Sud et Maradi pour le Niger ; Centre-Nord et Sahel pour le Burkina Faso). Plus spécifiquement, les enquêtes zootechniques sur les chèvres ont concerné 331 bénéficiaires représentant un effectif distribué ou passé de 1370 têtes (soit 15% des effectifs totaux). A cela s'ajoute près d'une trentaine de séances de travail avec les partenaires d'exécution (Commune, STD, SVPP, RSAP, AE, VVV, AREN, SAREL, VSF-B, Centre Caprin de Maradi...). Les annexes suivantes fournissent les détails (Cf. Annexe 7 « Calendrier type mission régionale » ; Annexe 8 « Journée type site enquêté » ; Annexe 9 « Récapitulatif Enquêtes et Séances de travail » et Annexe 10 « Liste acteurs clés consultés »).

2.5 LIMITES ET CONTRAINTES RENCONTRÉES

Le déroulement de la mission d'évaluation a fait face à certaines réalités et difficultés notamment :

- L'insécurité armée, dont les risques terroristes, qui prévaut dans la zone d'intervention du projet a obligé l'équipe à restreindre certains déplacements et à réorienter le choix des sites d'enquêtes. La sécurité du logement a conduit à choisir certaines villes comme base logistique, ce qui a engendré des trajets quotidiens très chronophages et donc une surcharge des journées d'enquêtes.
- Le découpage initial en entités d'enquêtes distinctes selon les critères de groupes socioculturels (agriculteur / agropasteur) et des zones agro-écologiques (agricole / agro-pastorale) s'est avéré peu pertinent au final : des mélanges de communautés existent dans une même zone et les conditions agro-écologiques sont assez similaires entre les zones.
- La multiplicité de situations particulières rencontrées sur le terrain (avec de nombreuses dates différentes de distributions d'animaux, de délais de passages progressifs ou non, d'ancienneté des opérations...) s'est avérée plus importante que prévu. Dès lors, la mission a été obligée d'élaborer un nouvel outil de traitement des données zootechniques afin de pouvoir exploiter correctement l'ensemble des enquêtes réalisées.
- Les résultats principaux présentés et analysés dans ce rapport constituent des tendances globales issues de la base de données zootechniques et comportant différents niveaux de regroupement. Ces résultats peuvent cacher certaines disparités, parfois importantes, entre pays, région et même village qu'il n'est pas possible de traiter ici en détail.
- Les récentes opérations Habbanaye (à compter du dernier trimestre 2016) ne présentent pas le recul suffisant pour établir des résultats zootechniques réellement fiables à moyen terme.
- L'activité Habbanaye Volaille est assez récente et peu développée par rapport à l'activité Chèvre. Elle est encore un peu au stade test. Dès lors, il a été convenu de mettre davantage l'accent sur l'activité Habbanaye Chèvre et d'aborder plus secondairement celle sur la Volaille dont l'analyse globale fait l'objet d'un chapitre spécifique (Cf. Point 3.7).

Malgré ces limites, la mission estime que ces aspects ne remettent pas en cause la fiabilité des résultats obtenus et présentés.

3. RESULTATS ET ANALYSE

L'appréciation des résultats de l'activité Habbanaye prend en compte les éléments suivants : (i) le chemin de changement ; (ii) les critères CAD en relation avec les différentes étapes du chemin de changement ; et (iii) les résultats des nombreuses enquêtes conduites (ZAK, ISS, ateliers...). Les éléments principaux sont synthétisés dans les annexes suivantes : Cf. Annexe 11 « Chemin de changement détaillé » et Annexe 12 « Bilan Constats et Recommandations ».

Dans la suite du rapport, la mention « Habbanaye » sans indication supplémentaire traite uniquement du volet Chèvre.

3.1 CHEMIN DE CHANGEMENT

Au Sahel et en particulier au Niger, l'activité Habbanaye est une pratique courante des acteurs humanitaires (ONG, associations d'éleveurs, bailleurs de fonds, Etats...) qui la mettent en œuvre souvent en réponse à une crise conjoncturelle affectant des pasteurs ou des agro-éleveurs. Si l'objectif spécifique tourne toujours autour d'un don ou prêt d'animaux reproducteurs pour reconstituer les actifs productifs, les stratégies et approches peuvent différer grandement d'un partenaire à l'autre.

REGIS-ER considère pour sa part, l'activité Habbanaye comme une action structurante sur le moyen-long terme au bénéfice des communautés. Pour cela, une stratégie décrit les objectifs, la méthodologie et les actions à mettre en œuvre pour y arriver. Les appuis initiaux au démarrage, l'accompagnement

nécessaire au développement et l'encadrement indispensable à la pérennisation du Habbanaye y sont détaillés (Cf. Documents spécifiques du projet).

En l'absence d'un cadrage conceptuel et opérationnel formalisé de l'activité (cadre logique, chaîne de résultats, chemin TOC...), la mission d'évaluation a élaboré un chemin de changement (basé sur la théorie du changement) qui retrace les différentes étapes de réalisation de l'activité Habbanaye depuis les premiers appuis jusqu'à l'atteinte de l'impact tel que le projet le conçoit actuellement. Ce chemin de changement représente la « Contribution de l'approche Habbanaye à la résilience des ménages, des communautés et des Communes » dans le cadre du projet REGIS-ER.

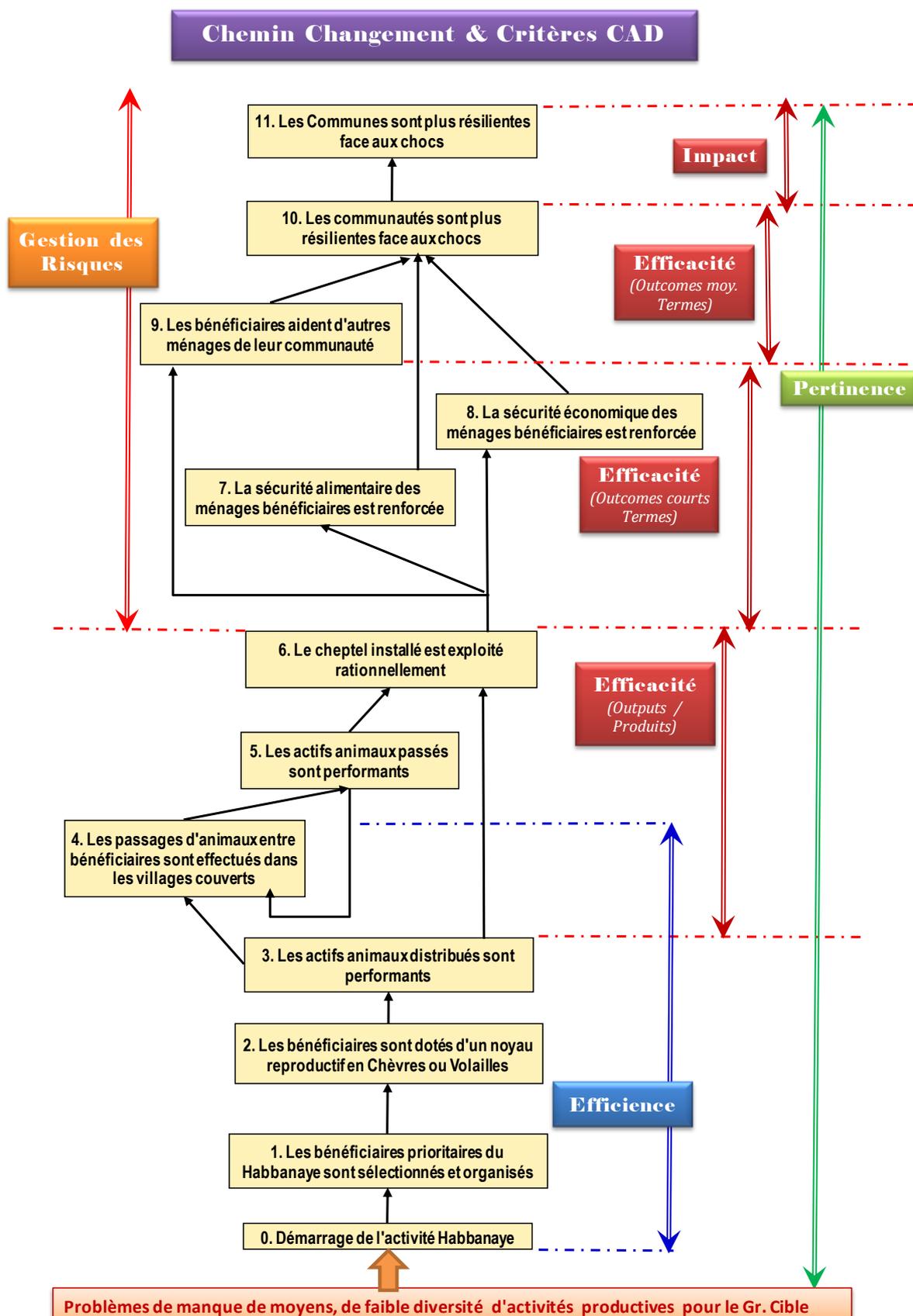
A ce sujet, le processus représente le scénario expliquant l'hypothèse retenue pour atteindre le changement souhaité. Tous les éléments se tiennent selon une même logique et sont résumés comme suit :

- Hypothèse : L'octroi d'un noyau reproducteur aux femmes ciblées (vulnérables et MtM) doit permettre d'accroître leur Sécurité Alimentaire et Economique (SAE) et aussi de renforcer leur résilience et celle des communautés touchées.
- Processus :
 - Pour ce faire, les productions du cheptel octroyé doivent être très bonnes grâce à la mise en place d'une approche adaptée de diffusion et d'un dispositif d'accompagnement approprié des animaux (correspondant aux Etapes 1 à 3 du chemin de changement).
 - Les performances zootechniques ainsi obtenues permettent, d'une part, d'améliorer les productions et retombées des élevages auprès des ménages bénéficiaires et, d'autre part, de démultiplier l'activité auprès de nouveaux bénéficiaires (Etapes 3 à 5).
 - La réussite zoo-économique du volet Habbanaye, couplée aux résultats des autres composantes du projet va permettre d'accroître la SAE des ménages (Etapes 6 à 8).
 - Et de contribuer efficacement au renforcement des communautés et des Communes (Etapes 9 à 11).
- Etape : Niveau de changement dans le processus, matérialisé par des marqueurs de changement.
- Acteurs du changement : Tout au long du processus, l'implication active des acteurs locaux clés (Communes, STD, SVPP / RSAP...) se révèle particulièrement indispensable pour garantir les changements escomptés, la pérennisation et le développement de l'impact.

La mission s'est basée sur ce chemin de changement pour évaluer l'activité Habbanaye en appréciant et justifiant les liens existants entre les différents niveaux d'évolution. La figure suivante présente ce chemin de changement (sous forme allégée) en rapport avec les Critères CAD.

L'annexe 11 « Chemin de changement détaillé » précise les informations préliminaires, les principales questions, les suppositions et risques, les marqueurs de changement et les rôles des acteurs locaux clés qui soutiennent tout le cheminement.

Figure 1 : Chemin de changement Habbanaye et Critères CAD



3.2 EFFICIENCE DE L'ACTIVITÉ

L'efficacité de l'activité examine dans quelle mesure les ressources du projet ont été utilisées de manière

adéquate pour réaliser les actions et obtenir les Biens et les Services prévus (Outputs). Dans le chemin de changement proposé (Cf. Figure 1), l'efficacité se focalise principalement sur l'analyse de l'atteinte des étapes 1 à 3.

3.2.1 Sélection et organisation des bénéficiaires (Etape 1)

Le bilan est positif car les bénéficiaires sélectionnés (principaux et secondaires) font bien partie du groupe cible prioritaire des objectifs du projet et sont les véritables porteurs du changement attendu à travers l'activité Habbanaye. Les bénéficiaires actuels sont issus des catégories de femmes très vulnérables (pour les opérations anciennes) et des groupes MtM (femmes enceintes ou avec charge d'enfants jusqu'à 24 mois pour les opérations récentes). Des bénéficiaires intermédiaires (qui sont renforcés pour aider les bénéficiaires directs) sont également pourvus en animaux depuis peu tel que les mères leaders des groupes MtM ou des membres des comités de gestion Habbanaye. Les critères et le processus de ciblage sont donc bien respectés. La communauté est responsabilisée pour le ciblage à travers des assemblées villageoises et des comités de sélection incluant des leaders locaux. La tenue des assemblées pour la sélection finale des bénéficiaires est très appréciable, en particulier au Niger.

Toutefois, la sélection de bénéficiaires est aussi confrontée à certaines difficultés :

- L'insuffisance de critères de différenciation lorsque le nombre de bénéficiaires potentiels, répondant au profil requis, est élevé et supérieur au nombre prévu par le projet (surtout avec les groupes MtM).
- Le ciblage dans les groupes MtM se fait au détriment des couches les plus vulnérables (les critères de vulnérabilité ne sont plus utilisés de manière aussi stricte que précédemment).
- Certains leaders communautaires ne font pas toujours des choix objectifs ou conduisent le processus sans réellement permettre à l'assemblée villageoise de décider en dernier ressort.
- L'application stricte des critères de vulnérabilité aboutit aussi en partie à la sélection de femmes extrêmement vulnérables qui ne sont plus réellement capables de développer un élevage de chèvres à moyen terme (personnes sorties de la vie active, trop âgées, handicapées, indigents...).

De là, découlent un certain nombre d'insuffisances sur le plan opérationnel.

L'organisation des bénéficiaires autour de l'activité Habbanaye n'est pas très développée. Mis à part quelques initiatives locales de concertation et de cotisations communes, les responsabilités sont individuelles et non collectives dans la conduite de toutes les actions. Même la réorientation du ciblage vers les groupes MtM ne répond pas à cette préoccupation étant donné que ces groupes sont, par essence, instables avec des femmes qui passent d'un groupe à l'autre, d'autres qui y rentrent et d'autres qui en sortent (temporairement ou définitivement). La vie associative, ses principes et ses avantages ne sont pas maîtrisés par les bénéficiaires qui ne se réunissent, voire ne collaborent, pas sans l'impulsion du projet.

L'initiative « binômes » (liens entre bénéficiaires pourvus et en attente d'animaux) qui améliore l'efficacité et la durabilité de l'activité (les bénéficiaires suivants aidant et contrôlant les élevages des premiers) reste peu développée à l'échelle de l'intervention. Les bénéficiaires en attente ne sont pas systématiquement sélectionnés dès qu'une distribution ou qu'un passage d'animaux est effectuée. Et même quand c'est le cas, ils ne sont pas toujours mis en relation avec les bénéficiaires d'animaux.

Des comités de gestion / de suivi (CDG) Habbanaye existent dans tous les villages. Ils sont composés de différents représentants de la communauté (avec une composition variée entre le Niger et le Burkina Faso). Leurs responsabilités portent essentiellement sur : (i) la sélection des bénéficiaires successifs ; (ii) le suivi des effectifs animaux ; (iii) le suivi du respect des engagements par les bénéficiaires ; et (iv) le passage des animaux entre bénéficiaires. Ces CDG, bien qu'assurant une forme de lien entre les bénéficiaires et de cohérence dans la conduite de l'activité, n'ont pas encore de prérogatives et d'actions claires sur la dynamique associative voire communautaire.

3.2.2 Performances des animaux distribués (Etapas 2 et 3)

Ces étapes sont cruciales pour la réussite de l'activité à plus long terme. Toutes les approches prévues par le projet puis exécutées avec un certain nombre d'acteurs (pour l'achat des animaux, la distribution des animaux, les supports initiaux à l'élevage...) influencent considérablement la qualité et le devenir des actifs animaux distribués aux communautés.

3.2.2.1 Dotation des bénéficiaires en actifs animaux

A travers les enquêtes zootechniques conduites, la mission d'évaluation a reconstitué l'évolution des effectifs Chèvre sur les 3 à 4 premiers mois consécutifs aux placements. Le tableau suivant présente les résultats par catégorie de bénéficiaires.

Tableau 2 : Evolution des effectifs Chèvre post placement

Catégorie de bénéficiaires	Effectif présent en début de Habbanaye			Evolution des Effectifs à 3-4 mois	
	Préexistant*	Octroyé	Total	Nbre	Taux de croit
	Nbre	Nbre	Nbre		
Anciens (AN)	24	328	352	360	2,3%
Récents (RE)	98	488	586	555	-5,3%
Secondaires (SE)	17	196	213	208	-2,3%
Total REGIS-ER	139	1012	1151	1123	-2,4%
Total sans les distributions de 11/2016 à Tillabéry Sud (ayant fait l'objet d'une épidémie)	136	917	1053	1062	0,9%

* : Animaux possédés par les bénéficiaires avant l'appui du projet.

Le bilan montre que les effectifs octroyés sont globalement bien présents après les opérations de distribution car le taux de croit total est proche de 0 (soit à -2.4% sur l'ensemble du suivi ; soit à +0,9% en retirant seulement 2 distributions suivies). Ce premier résultat positif rapporté à l'ensemble des effectifs distribués par REGIS-ER (de l'ordre de 8.000 têtes à fin 2016) est très appréciable comparativement à ce qui est pratiqué habituellement dans les interventions Habbanaye au Sahel. Même pendant la mission, plusieurs acteurs locaux ont mentionné des exemples de distributions passées, conduites par différents PTF, avec un taux d'échec important dû à des mortalités élevées successives aux distributions.

En revanche, le suivi zootechnique a montré aussi que des distributions analogues d'animaux, internes au projet, peuvent présenter des résultats extrêmement différents (positifs et négatifs) comme cela a été constaté sur certaines opérations de novembre 2016 au Niger entre deux régions. A Maradi, le taux de croit a été très positif (+19%) et la distribution n'a pas entravée le début des mises-bas qui se font généralement à cette période de l'année (début de saison froide). A Tillabéry Sud, en revanche le taux de croit est très négatif (-48%) ce qui indique une perte de la moitié des animaux distribués suite à une épidémie survenue lors des phases de distribution de l'opération 2016. Dans ce dernier cas, les bénéficiaires sont lourdement pénalisés et ne pourront pas prétendre aux mêmes changements que le restant du groupe cible. Fort heureusement ce dernier cas semble exceptionnel jusqu'à présent dans le projet car tous les autres suivis zootechniques ont montré des effectifs plutôt stables après les distributions.

Pour dire que les modes préparatoires et d'exécutions des distributions jouent un rôle prépondérant dans le maintien immédiat des animaux auprès des bénéficiaires. Les pertes immédiates consécutives au stress, à la conduite et à la santé des animaux avant et pendant les placements peuvent être limités pour tant que tous les processus techniques sont correctement exécutés (Cf. Détails Chapitre 3.2.3 et Annexe

12).

Le suivi zootechnique a également montré que les avortements post distribution (dans les premières semaines suivant le placement des animaux) sont relativement importants même si le résultat est à prendre avec précaution étant donné la difficulté de diagnostic en élevage traditionnel. Les avortements au démarrage représenteraient environ 40% de tous les avortements constatés par les bénéficiaires récents. Les causes d'avortements sont évidemment multiples et difficiles à définir sans une étude épidémiologique mais les conditions et préalables aux distributions d'animaux peuvent en faire partie.

Hormis la présence des effectifs, les animaux distribués doivent aussi respecter un certain nombre de critères de qualité (âge, santé, race, conformation...). Ces critères sont globalement respectés mais il est toutefois rare de disposer d'un lot d'animaux totalement correct, respectant l'ensemble des critères de qualité établis. Même lorsque le lot est considéré comme bon, l'âge des animaux n'est pas homogène et la présence massive de trop jeunes peut nuire aux performances futures des élevages.

En conclusion, la mise en place des noyaux reproducteurs chèvres est bonne dans l'ensemble mais avec des fluctuations selon les contextes d'intervention liées surtout aux conditions antérieures de distributions.

3.2.2.2 Performances des actifs animaux en phase d'installation (année 1 de la distribution)

Les enquêtes effectuées auprès des bénéficiaires des opérations Chèvre 2014, 2015 et 2016 (sauf le dernier trimestre) ont permis d'obtenir les résultats zootechniques sur la première année consécutive aux distributions et de les comparer avec d'autres interventions similaires Habbanaye.

Tableau 3 : Résultats zootechniques en phase d'installation (année 1) des bénéficiaires principaux

(i) Action Habbanaye (REGIS-ER)

Echantillonnage :		Effectif (présence moyenne en têtes) : 988		Effectif en reproductrices (têtes) : 424				
(distributions 2014, 2015 et 2016)		Product. Numér.	Fécondité	Avortement	Mortal. Adultes	Mortal. Jeunes	Tx Exploitation	Tx Vente
AN		0,95	107%	12%	5%	5%	4%	4%
RE		1,09	122%	18%	5%	10%	6%	6%
TOTAL :		1,02	115%	15%	5%	8%	5%	5%

(ii) Actions de recheptelisation (Valeurs moyennes de différentes opérations dans des contextes similaires)

Echantillonnage :		Effectif (présence moyenne en têtes) : >>> 1.000		Effectif en reproductrices (têtes) : >>> 1.000				
		Product. Numér.	Fécondité	Avortement	Mortal. Adultes	Mortal. Jeunes	Tx Exploitation	Tx Vente
TOTAL :		0,77	83%	21%	5%	9%	/	/

Les résultats zootechniques de première année des opérations Habbanaye de REGIS-ER sont très bons car supérieurs à la moyenne de l'ensemble des interventions Habbanaye recensées dans un contexte similaire. Ainsi, la productivité numérique est supérieure de 32% soit un surplus de 25 chevreaux produits sur 100 Femelles en Age de Reproduction (FAR). Ramené à un même nombre de FAR par bénéficiaire, cela représente une plus-value significative pour chaque bénéficiaire REGIS-ER de presque un chevreau sur la première année de distribution.

Ce résultat positif s'explique essentiellement par un excellent taux de fécondité, bien supérieur à celui enregistré dans les autres opérations. Ce niveau de fécondité est, entre autre, la conséquence, d'un taux d'avortement plus faible (15% contre 21% dans les autres opérations). Les taux de mortalité (adultes et jeunes) sont faibles et dans la moyenne des références. Les taux d'exploitation et notamment de vente sont très faibles ce qui témoigne d'un bon respect de l'engagement, de ne pas vendre d'animaux avant

passage, par les bénéficiaires.

Par ailleurs, une analyse plus fine des sous-totaux disponibles par niveau d'ancienneté (AN pour les opérations 2014 et 2015 et RE pour les opérations 2016) et par zone (pays ou région) n'indique pas des tendances et des écarts significatifs. Tout au plus, quelques enseignements sont être tirés : (i) les résultats zootechniques de la région du Sahel au Burkina Faso sont constants et les plus faibles tout en restant acceptables ; (ii) les résultats zootechniques de Tillabéry Sud sont assez constants et les plus élevés ; (iii) les résultats zootechniques du Centre Nord (Burkina Faso) et Maradi (Niger) fluctuent davantage d'une année de suivi à l'autre tout en restant moyens à bons.

La phase d'installation des élevages de chèvres est donc positive et reflète en bonne partie de bonnes modalités de distribution (depuis l'achat des animaux jusqu'au placement), d'accompagnement et de suivi du projet même si ces processus ne sont pas conduits partout et tout le temps de manière systématique et rigoureuse.

3.2.3 Bilan de l'Efficiace

Au regard de ce qui précède, l'efficiace globale de l'activité Habbanaye Chèvre peut être considérée comme bonne à très bonne. Hormis la sélection et l'organisation des bénéficiaires déjà abordées précédemment (Cf. Chapitre 3.2.1), le projet définit et applique un certain nombre de mesures techniques bénéfiques afin que les actifs animaux restent disponibles, malgré les contraintes locales multiples, et commencent à produire pendant cette phase d'installation des élevages (première année consécutive de la distribution des chèvres). C'est d'ailleurs ce que confirme les ateliers « Bilan et Perspectives » menés avec les différentes catégories de bénéficiaires (anciens, récents et secondaires) exprimant leur bonne satisfaction quant aux actions conduites (en appréciant la qualité de transformation des ressources du projet en activités et produits en faveur des bénéficiaires). Néanmoins, les bénéficiaires anciens des 4 régions enquêtées sont unanimes à apprécier très positivement l'efficiace des actions ce qui n'est pas aussi uniformes pour les autres catégories.

Les principaux facteurs qui justifient cette réussite peuvent être résumés aux points suivants :

- **La mise en place de quarantaine** entre l'achat et la distribution des animaux. Cela favorise un meilleur tri et suivi sanitaire des animaux avant leurs distributions et limite ainsi les catastrophes post distribution.
- **Des animaux distribués majoritairement de qualité**, grâce au contrôle de conformité et au suivi assidu du projet, en particulier sur certains critères essentiels comme la santé et l'âge minimal requis (de 8 mois) qui permettent de limiter les pertes massives post distribution.
- **Les multiples supports à l'élevage apportés** initialement à travers une série de soins préventifs (voire curatifs dans certains cas), une complémentation initiale à base de SPAI et quelques formations en techniques d'élevage. Ceci facilite l'adaptation des animaux souvent stressés par les conditions d'achats, de transport, de distribution et de changement d'environnement.
- **L'organisation d'un suivi post distribution rapproché** permettant de déceler en théorie les défaillances et d'agir en conséquence si nécessaire.

Ces types d'appuis, relativement holistique en élevage, ne sont pas systématiquement repris par les interventions Habbanaye d'autres PTF mais ils font la force et la différence de l'activité Habbanaye de REGIS-ER. A cela s'ajoute les actions conduites dans d'autres domaines par le projet qui sont aussi bénéfiques à l'élevage (ex : accès à l'eau, intégration agriculture-élevage).

En revanche, ces bons résultats ne doivent pas occulter les difficultés rencontrées par le projet dans la gestion de certains processus majeurs comme :

- **La sélection puis la contractualisation avec les fournisseurs d'animaux ne met pas suffisamment l'accent sur leurs capacités techniques et leur professionnalisme.** La qualité des animaux et la conduite de la quarantaine s'en ressentent.

- **Le déroulement et le respect des normes techniques ne sont pas suivis rigoureusement pendant toutes étapes antérieures à la distribution des animaux** incluant les achats, le transport et la quarantaine. Une partie des animaux sont ainsi remis aux bénéficiaires sans toutes les précautions convenues par le projet, débouchant ainsi à une réduction des performances du cheptel octroyé, voire à des pertes d'animaux.
- **Le suivi zootechnique et sanitaire post distribution rapproché est ambitieux et finalement pas appliqué partout et tout le temps** en particulier au Burkina Faso. La plus-value recherchée à travers cette action n'est ainsi pas vraiment atteinte.
- **La dotation en Sous-Produits Agro Industriels (SPAI), et ses différentes évolutions passées** (quantité en réduction, délais de livraison non concomitants au placement des animaux, type et qualité des intrants variables...), **ne répond pas à une logique claire et nécessaire** montant toute son importance notamment dans le but de faciliter l'adaptation des animaux à leur nouveau milieu.

Ces éléments expliquent des contreperformances zootechniques constatées à court terme au niveau de certaines distributions selon les années et les zones (pays, régions, communes, grappes de villages...).

La gestion interne de l'activité Habbanaye est aussi un élément primordial de l'efficacité. Le projet dispose réellement des ressources adéquates en particulier financières et humaines. L'expertise technique nécessaire est aussi bien présente. Cependant, la charge de travail, le manque de préparation et les retards pris dans la mise en œuvre de certaines tâches compliquent la bonne opérationnalisation de la stratégie sur le terrain. Au final, c'est l'application et le respect des processus techniques qui ne sont pas constants à l'échelle de l'intervention.

Avec la multiplication des opérations de distribution d'animaux, le risque de dérapages augmente car la qualité des processus est difficile à conserver d'autant qu'il y a nécessité de déléguer davantage de responsabilités aux acteurs locaux étant donné que l'équipe opérationnelle ne peut pas tout assumer (charge de travail est déjà trop importante) et qu'il faut préparer davantage la pérennisation.

Par conséquent, certaines améliorations peuvent encore être apportées pour renforcer la qualité des actions et augmenter en efficacité. Ainsi, 3 recommandations (N°1, 2 et 3) ont été formulées sur le ciblage et l'organisation des bénéficiaires et 5 autres (N° 4, 5, 6, 7 et 18) sur les processus techniques autour de la distribution des actifs animaux et de la gestion interne (Cf. Chapitre 5).

3.3 EFFICACITÉ DE L'ACTIVITÉ

L'efficacité de l'activité s'apprécie ici à travers l'obtention des Résultats en matière de productions animales chez les bénéficiaires correspondant aux étapes de 4 à 6 du chemin de changement (Cf. Figure 1).

3.3.1 Passages des animaux et résultats zootechniques (Etapes 4 et 5)

Tel que le décrit le chemin de changement, une fois que les actifs animaux distribués sont performants, il convient de vérifier que les passages d'animaux soient bien exécutés entre bénéficiaires pourvus et ceux en attente d'animaux et que les élevages suivants soient également suffisamment performants.

Dans ce cadre-là, la mission a dressé le bilan des passages auprès des bénéficiaires anciens qui devaient tenir leurs engagements de rembourser à de nouveaux bénéficiaires l'équivalent de ce qu'ils avaient reçu précédemment. Le tableau suivant présente les résultats obtenus.

Tableau 4 : Bilan des passages auprès des bénéficiaires anciens (de 2014 et 2015)

Région	Nbre Bénéf.	Nbre Bénéf. ayant tout passé	Nbre Animaux octroyés	Nbre Animaux passés	Taux de passage Bénéf. en règle	Taux de passage Animaux	Respect des délais (entre 15 et 18 mois)

Centre Nord	15	14	75	73	93%	97%	Plus ou moins (à 12, 15 et 18 mois)
Sahel	33	16	165	114	48%	69%	Non (après 20 mois)
Maradi	20	20	80	80	100%	100%	Plus ou moins (à 13 et 18 mois)
Tillabéry Sud	28	28	112	112	100%	100%	Non (après 22 mois)
Total	96	78	432	379	81%	88%	Variable entre les zones, les villages et les bénéficiaires

Les enquêtes terrain montrent un niveau de passage entre bénéficiaires (81%) et des animaux (88%) très élevé. C'est une réussite actuelle du projet (à confirmer pour les générations futures) car souvent les interventions Habbanaye des PTF se focalisent uniquement sur le premier groupe de bénéficiaires sans réellement créer les conditions favorables à un passage ultérieur. C'est particulièrement le cas des projets humanitaires (de relèvement) avec une durée d'exécution relativement courte si bien qu'on ne sait jamais si les rotations d'actifs animaux se font et se poursuivent dans le temps. Toutefois, le niveau de passage est encore moyen dans la région du Sahel au Burkina Faso où seulement 48% des bénéficiaires principaux sont en règle. Les autres bénéficiaires principaux de cette région ont commencé à transférer une partie des animaux aux bénéficiaires secondaires, mais n'ont pas encore fini, et encore 20% n'ont même pas débuté le remboursement au moment de la mission.

Les délais de passage sont assez variables entre les régions, parfois même entre les villages d'une même région. Dans certains cas, les passages ont même été progressifs entre générations de bénéficiaires au fur et à mesure que des animaux étaient aptes à être transférés. En fin de compte, les délais prévus de passage sont souvent dépassés de plusieurs mois mais ils ont également été anticipés quelques fois.

Par ailleurs, comme le montre le tableau 2 (Evolution des effectifs Chèvre post placement), les animaux passés sont bien présents 3 à 4 mois plus tard ce qui confirme un état au minimum acceptable des animaux. Certains bénéficiaires secondaires ont même reçu des animaux en gestation avancée qui ont mis bas juste après les transferts. Au final, même si le nombre de bénéficiaires secondaires est encore limité et ne reflète que les distributions de 2014 et 2015, ces premières tendances sont positives et très encourageantes. En revanche, la qualité des animaux passés est en grande majorité en deçà de celle des animaux distribués. Les animaux passés sont généralement plus jeunes (immature sexuellement et, parfois, non sevrés). Plusieurs cas d'animaux malades ont été signalés. Les critères de la race Chèvre Rouse de Maradi ne sont pas toujours conservés.

Le suivi zootechnique auprès des bénéficiaires secondaires ayant reçu des animaux depuis près d'une année a permis d'obtenir les informations sur les performances de ces élevages. La figure suivante présente ces résultats.

Tableau 5 : Résultats zootechniques post passage (année 1) chez les bénéficiaires secondaires

Echantillonnage (uniquement Niger):	Effectif (présence moyenne en têtes) :	185		Effectif en reproductrices (têtes)	78		
	Product. Numér.	Fécondité	Avortement	Mortal. Adultes	Mortal. Jeunes	Tx Exploitation	Tx Vente
TOTAL :	1,13	126%	9%	4%	6%	8%	7%

(ii) Résultats d'élevage traditionnel non accompagné*

Product. Numér.	Fécondité	Avortement	Mortal. Adultes	Mortal. Jeunes	Tx Exploitation	Tx Vente	
TOTAL :	0,84	117%	/	6%	28%	33%	/

Source : Données bibliographique (Document FAO / BM / BF : IEPC)

Ces résultats ne sont pas représentatifs de l'ensemble des opérations Habbanaye Chèvre conduites par le projet. D'une part, l'échantillon est encore assez modeste et porte uniquement sur le Niger où les bénéficiaires secondaires sont les plus anciens (à 12 mois). D'autre part, les distributions de 2016, représentant un volume non négligeable de l'intervention, sont encore trop récentes pour envisager et donc apprécier les passages. Néanmoins, ces premières tendances sont positives puisque les résultats sont supérieurs à ceux des élevages traditionnels non accompagnés. Ainsi, la productivité numérique est supérieure de 34% ce qui représente 29 chevreaux produits en plus sur 100 FAR par les élevages secondaires de REGIS-ER comparativement aux élevages traditionnels non accompagnés. Finalement, tous les paramètres zootechniques sont bons y compris ceux relatifs à la mortalité.

Pour rappel, les bénéficiaires secondaires ne reçoivent pas d'autres appuis directs du projet comme c'est le cas des bénéficiaires principaux (qui ceux reçoivent SPAI, soins vétérinaires gratuits...). Tout au plus, les bénéficiaires secondaires profitent, selon les zones et les villages, de certaines retombées de l'intervention du projet (ex : formations et sensibilisations indirectes, accès à l'eau, accès aux services payants de santé animale de proximité).

Au stade actuel de la mise en œuvre, les étapes de passages entre première et seconde génération de bénéficiaires ainsi que la performance des élevages des bénéficiaires secondaires sont une réussite (avec la nécessité de confirmer ces tendances dans le futur).

3.3.2 Performances des élevages en croissance et en croisière (Etape 6)

Une fois que les élevages montrent des résultats positifs après la première année de placement (distribution et passage), il faut s'assurer que ces élevages continuent de se développer, et ne régressent pas, les années suivantes pour espérer des bénéfices significatifs en faveur des bénéficiaires du Habbanaye.

Cependant, il est encore trop tôt par rapport au délai de mise en œuvre de l'intervention pour apprécier à sa juste valeur des élevages en « croisière » issus du Habbanaye Chèvre. En effet, les plus anciens élevages sont à peine à la fin de leur troisième année d'existence post distribution et ces élevages sont en réalité encore en phase de croissance suite aux remboursements d'actifs animaux réalisés 12 mois plus tôt. Les autres élevages anciens viennent juste ou sont en voie de boucler seulement leur seconde année avec des passages récents voire très récents.

Par conséquent, les résultats zootechniques figurant dans le tableau ci-dessous, concernent, en réalité, des élevages encore en phase de croissance. Ces résultats sont comparés aux performances des élevages traditionnels non accompagnés.

Tableau 6 : Résultats zootechniques en phase de croissance (années 2 et 3) des bénéficiaires anciens

(i) Action Habbanaye (REGIS-ER)

Echantillonnage :		Effectif (présence moyenne en têtes) :		593		Effectif en reproductrices (têtes)		285	
(Distributions 2014 et 2015)	Product. Numér.	Fécondité	Avortement	Mortal. Adultes	Mortal. Jeunes	Tx Exploitation	Tx Vente	Tx Transfert	
AN (2ième année)	1,02	112%	10%	7%	5%	26%	23%	57%	
AN (3ième année)	1,30	152%	1%	7%	7%	65%	55%	71%	
TOTAL :	1,16	130%	7%	7%	5%	38%	32%	63%	

(ii) Résultats d'élevage traditionnel non accompagné*

TOTAL :	0,84	117%	/	6%	28%	33%	/	0%	
----------------	-------------	-------------	----------	-----------	------------	------------	----------	-----------	--

Source : Données bibliographique (Document FAO / BM / BF : IEPC)

Les résultats obtenus pour l'année 2 représente une moyenne des élevages Habbanaye issus des différentes régions enquêtées (au Niger et au Burkina Faso) tandis que ceux de l'année 3 ne portent que sur la région de Tillabéry Sud au Niger (seule région à avoir débuté les opérations en 2014).

Les performances zootechniques sont globalement bonnes et même très bonnes pour l'année 3 (à Tillabéry Sud). La productivité numérique totale des élevages issus de l'appui du projet est supérieure de 38% à celle des élevages traditionnels non accompagnés. Cela représente 32 chevreaux produits en plus sur 100 FAR. Comme les bénéficiaires reçoivent entre 3 et 4 FAR, cela signifie que sur l'année écoulée chaque bénéficiaire de l'activité Habbanaye Chèvre gagne en moyenne 1 chevreau de plus que les éleveurs non bénéficiaires. Ce bon résultat résulte d'un très bon taux de fécondité, d'un faible taux d'avortements et surtout d'un très faible taux de mortalité des jeunes nettement en dessous des normes habituelles. Le taux de mortalité des adultes est aussi acceptable.

Le taux d'exploitation, qui inclut les taux de vente, d'autoconsommation et de dons est proche au total de ce qui se pratique dans les élevages traditionnels non accompagné mais qui sont eux en phase de « croisière ». En tenant compte aussi des taux de transfert (dans le cadre des passages d'actifs animaux), les élevages des bénéficiaires accusent un taux global d'exploitation-transfert trop élevé qui dépasse de loin les capacités de croit interne des élevages (taux d'exploitation-transfert maximal est de 45%). Par conséquent, le taux d'exploitation n'est pas tenable, et met même en péril les élevages. Par ailleurs, le taux d'exploitation en année 3 (à Tillabéry Sud) est également excessif au regard du taux d'exploitation maximal pour maintenir un effectif de croisière.

A noter que la très grande majorité de l'exploitation des élevages est destinée à la vente des animaux puisque les taux de vente sont très proches des taux d'exploitation. La petite différence entre ces 2 taux reflète quelques dons faits à d'autres membres des familles bénéficiaires et à des trocs d'animaux pratiqués en prévision des passages. L'autoconsommation enregistrée est très exceptionnelle et est exclusivement liée à des cérémonies.

En fin de compte, les résultats des élevages Habbanaye en phase de croissance, et pas encore de croisière, sont positifs sur le plan des performances zootechniques mais leur exploitation reste trop élevée compte tenu des transferts d'actifs animaux et du potentiel de productivité du cheptel.

3.3.3 Autres résultats en élevage

L'exploitation de la base de données zootechniques permet de tirer quelques autres renseignements utiles pour la conduite du projet ; à savoir :

- Le sexe ratio de l'ensemble des élevages Habbanaye est finalement, et à juste titre, proche de l'équilibre (52%) comme le montre le tableau suivant.

Tableau 7 : Répartition par sexe des naissances des élevages Habbanaye

Répartition	Nbre bénéficiaires	Naissance		Sex-Ratio (%)
		Femelles (Nbre)	Mâles (Nbre)	
Burkina Faso	124	259	231	53%
Niger	164	233	229	50%
Total	288	492	460	52%

Ce taux n'est donc pas une entrave directe aux passages d'animaux mais les prévisions de remboursement des animaux doivent tenir compte de la proportion réelle de femelles dans les mises-bas (ce qui n'a pas forcément été fait dans les estimations initiales par le projet).

- Les mises-bas sont clairement, et logiquement, saisonnières avec des pics de naissances entre la saison des récoltes et la saison sèche froide comme le souligne le tableau suivant.

Tableau 8 : Répartition des mises-bas des élevages Habbanaye par saison

Saison	Naissances	
	Nbre	Ratio
Saison des Pluies (SP)	117	15%
Saison des Récoltes (SR)	298	38%
Saison Sèche Froide (SSF)	309	39%
Saison Sèche Chaude (SSC)	60	8%
Ss-total	784	100%

L'intervalle de mises-bas moyen de l'ensemble des élevages tourne autour de 12 mois. Le pic de mises-bas intervient autour du 6^{ème} mois après la distribution des animaux. Etant donné que la grande majorité des distributions ont eu lieu fin saison sèche chaude et en pleine saison des pluies (mai et août), les animaux deviennent rapidement fertiles grâce à une alimentation abondante pendant la saison des pluies (+ l'apport de SPAI du projet) et mettent bas 5 mois plus tard. En revanche, la distribution en mars 2015 au Niger montre un pic de naissances un peu plus tardif ; les animaux n'étant pas tous fertiles tout de suite après leur placement.

Enfin, le taux d'avortement particulièrement élevé et consécutif aux distributions d'août 2016 peut s'expliquer par la présence importante de femelles gestantes (en pleine saison des pluies) lors des opérations de placement comparativement aux distributions en saison sèche chaude.

Tous ces éléments sont à prendre en considération lors des distributions d'animaux même si les résultats zootechniques actuels n'indiquent pas vraiment de périodes / saisons plus favorables que d'autres pour les placements ; chacune ayant ses avantages et ses inconvénients sur les plans sanitaires, alimentaires, reproductifs, coût d'achats des animaux.

- La productivité numérique moyenne des chèvres ne permet pas actuellement une exploitation rationnelle des élevages Habbanaye répondant aux exigences d'un passage des actifs animaux à 18 mois comme prévu (et respectant les critères de qualité établis).

Le calcul suivant est indicatif pour l'équivalent d'une chèvre reproductrice reçue et à passer (à rembourser) dans les délais impartis :

-Productivité numérique moyenne actuelle (années 1 et 2) :

1,02 jeune (de ± 1 an) par an et par FAR

-Nombre de jeunes disponibles au passage (autour de 18 mois) :

1,02 / 12 x 18 mois = 1,53 jeunes (de ± 1 an) par FAR

-Nombre de chevrettes disponibles au passage (autour de 18 mois) :

1,53 x 52% de femelles = 0,8 chevrettes (de ± 1 an) par FAR

-Nombre de chevrettes à passer normalement :

1 chevrete (de ± 1 an) par FAR

-Gap minimum à combler :

0,2 chevrete (de ± 1 an) par FAR

NB : Dans la réalité, le nombre de jeunes produits sur 18 mois n'est pas linéaire par rapport au taux annuel car les mises-bas sont généralement cycliques avec un intervalle autour de 12 mois.

Pour combler ces gaps et répondre aux engagements (surtout sur le plan quantitatif), les bénéficiaires usent de plusieurs stratégies listées ci-dessous par ordre d'importance :

- Le transfert d'animaux plus jeunes que prévu ce qui permet de piocher dans les dernières mises-bas même si les animaux n'ont pas l'âge minimum requis (fixé à 8 mois).
- La vente d'animaux, surtout des mâles (adultes et jeunes), pour racheter des animaux plus jeunes essentiellement des femelles en prévision des passages. Les buts sont alors multiples comme de : (i) respecter les catégories d'animaux à transférer (mâles et femelles) ; (ii) augmenter le nombre d'animaux (1 animal vendu peut permettre d'en acheter 2 plus petits) ; (iii) dégager une marge bénéficiaire au profit du ménage.
- La réalisation de passages progressifs entre bénéficiaires au fur et à mesure de la disponibilité des animaux (avec l'autorisation du projet).
- Le troc d'animaux avec d'autres bénéficiaires, ou membres de la communauté ou de la famille pour répondre à un besoin spécifique du passage. Là, l'opération favorise généralement le demandeur.
- Le non-respect de la proportion de femelles dans les animaux passés (après autorisation du projet, cas exceptionnels recensés dans la région du Sahel au Burkina Faso).

Au final, la possibilité d'exploitation des animaux de son élevage pour ses propres besoins reste ainsi limitée jusqu'au passage.

- Les résultats zootechniques moyens des élevages Habbanaye cachent quelques constats spécifiques :
 - Les tendances annoncées par région en phase d'installation des élevages (Cf. Point 3.2.2.2) semblent se confirmer en phase de croissance. La région de Maradi présente la meilleure productivité numérique suivi des régions de Tillabéry Sud et du Centre-Nord. La région du Sahel au Burkina Faso reste nettement en retrait avec une PN (0,67) inférieure même aux élevages traditionnels non accompagnés (0,84).

Le cumul des 2 phases (installation et croissance) indique, à cause surtout de l'influence des résultats mitigés dans le Sahel burkinabé : (i) une PN côté Niger supérieure à celle du Burkina Faso et (ii) une PN des zones agricoles supérieure à celle des zones agro-pastorales. Ces résultats sont concordants au regard des appuis dispensés à court terme, de l'accompagnement réellement disponible sur le moyen terme et de l'influence non négligeable des conditions du milieu et des pratiques des communautés locales.
 - Les taux d'exploitation sont plus importants, et même trop élevés, au Niger par rapport au Burkina Faso. Cela reste cohérent avec les autres résultats (productivité, effectivité des

passages).

Ces taux sont très faibles avant passage étant donné l'interdiction de vente d'animaux prônée par le projet pendant cette période sauf exception à valider avec les CDG. Certains bénéficiaires contournent toutefois cette règle pour effectuer des ventes, qui restent malgré tout faibles dans l'ensemble, en invoquant excessivement des animaux malades à déstocker d'urgence et en jouant sur la faiblesse de certains comités.

En revanche, les taux d'exploitation explosent après passage et mettent en péril ces élevages encore en croissance.

3.3.4 Bilan de l'Efficacité à court terme

L'efficacité à court terme de l'activité Habbanaye est jugée plutôt bonne au regard des résultats qui précèdent. Même si des insuffisances sont relevées, les biens (actifs animaux) octroyés sont effectivement en place, se diffusent auprès de nouveaux bénéficiaires (via les passages aux bénéficiaires secondaires) et commencent à produire correctement comparativement aux contraintes habituellement rencontrées dans le domaine de l'élevage.

Ce bilan positif résulte en partie d'une bonne prise en charge des éléments essentiels de l'activité Habbanaye par le projet notamment que :

- Le projet montre une certaine capacité d'adaptation en faisant évoluer des éléments de la stratégie Habbanaye et en introduisant un peu de souplesse dans l'application de processus opérationnels. Plus particulièrement, les autorisations et encouragements du projet pour des passages progressifs et des ventes en remplacement des mâles sont salutaires pour honorer le remboursement des actifs animaux vers de nouveaux bénéficiaires. L'organisation de journées officielles de passages d'animaux avec un regard extérieur, notamment en présence des autorités locales, permet une plus grande transparence et qualité animale dans les transferts entre bénéficiaires. Toutefois, la règle dictée par le projet sur les modalités de passages reste trop générale et pas assez adaptée aux spécificités locales (agro-écologiques, d'élevages, sociales...) qui varient d'une zone à l'autre. Le projet est aussi encore trop actif dans ce processus où les CDG sont plutôt utilisés comme exécutants que véritablement responsabilisés alors qu'ils en seront les principaux acteurs responsables post projet.
- Au-delà de ses prérogatives initiales, le projet contribue au développement des services de santé animale de proximité sur le terrain. Afin de répondre à ses objectifs et donc aux besoins de ses bénéficiaires, le projet renforce les capacités des Services Vétérinaires Privés de Proximité (SVPP) au Niger et des Réseaux de Santé Animale de Proximité (RSAP) au Burkina Faso à travers le financement d'activités de mise en place d'Auxiliaires d'Elevage (AE) et de Vaccinateurs Villageois Volailles (VVV), de leurs formations et de leurs équipements. Le projet fait également recours à ces SVPP au Niger pour assurer les soins vétérinaires pendant la quarantaine et le suivi sanitaire post distribution des animaux Habbanaye. Au final, le service vétérinaire est rendu plus accessible dans les zones isolées, en particulier au Niger qui jouit d'un historique plus favorable (stratégie nationale favorable aux soins de base par des para-vétérinaires ; existence, couverture et savoir-faire de plusieurs SVPP ; cahier de charges et compétences plus poussés des AE...). Cependant, le niveau de développement de ces services est encore variable (certaines zones du projet ne sont d'ailleurs toujours pas couvertes au Burkina Faso). Certains promoteurs ne jouent pas pleinement leurs rôles.

Au Burkina Faso, les STD de l'élevage ne sont pas non plus responsabilisés directement par le projet pour assurer les soins vétérinaires pendant la quarantaine mais ils interviennent à la demande des fournisseurs de bétail. Tout cela amène à une opérationnalité et une qualité du service vétérinaire variable d'une zone à l'autre.

- Par ailleurs, le rôle d'appuis conseils sur les pratiques d'élevage par les acteurs locaux (SVPP, RSAP,

STD, AE et VVV) n'est pas suffisamment pris en compte dans la démarche du projet alors que les besoins restent importants au niveau du groupe cible. Même si certaines pratiques sont mieux maîtrisées (complémentation, hygiène, valorisation du fumier...), il n'en reste pas moins que beaucoup de bénéficiaires doivent encore être sensibilisés et encadrés dans la durée pour prétendre à un changement durable sur les bonnes pratiques d'élevage.

- Le projet travaille aussi depuis le début à la mise en place et au respect de plusieurs engagements liés à l'activité Habbanaye (obligation de passage des actifs animaux, gestion transparente de l'élevage, interdiction de vente avant passage, mise au piquet des animaux, recours à des mesures de santé reproductive et nutritionnelle pour les bénéficiaires MtM...). Les principaux engagements sont relativement bien respectés par la majorité des bénéficiaires grâce au suivi de proximité assuré par les CDG et les agents terrain ainsi que la pression toute entière du projet à faire appliquer ces mesures. C'est d'ailleurs ce qui favorise un taux aussi élevé de passages d'animaux à de nouveaux bénéficiaires. En revanche, les engagements établis ne sont pas négociés avec les bénéficiaires. Ils sont appliqués plutôt par obligation. Ceux-ci sont très portés sur les conditions de réussite des passages d'animaux au détriment même parfois des bénéficiaires d'animaux.
- Le suivi et l'encadrement de l'activité sont bien développés notamment au niveau local par les Comités mis en place. Les plus anciens sont généralement assez bien actifs et satisfaits de leur travail. Ils bénéficient de l'appui de Personnes Ressources Locales (PRL) et des agents terrain du projet. Parmi leurs différents rôles, la sélection de nouveaux bénéficiaires et le suivi des effectifs animaux (en prévision du passage) sont les 2 plus importants actuellement. Il est clair que leur dynamisme à assurer un suivi efficace des animaux Habbanaye auprès des bénéficiaires (par un suivi régulier, rapproché et vérification physique des animaux) amène ces derniers à une gestion plus honnête et transparente des élevages. Toutefois, les besoins de renforcement des capacités des CDG restent importants. Tous ne sont pas dynamiques. Leur nombre croît considérablement avec la démultiplication de l'action. Aucun ne bénéficie jusqu'à présent de formations spécifiques par rapport à son cahier de charges qui du reste devrait s'élargir à d'autres prérogatives tout aussi essentielles (promotion de la vie associative, de l'entraide, d'activités collectives¹). Enfin, leurs contraintes de fonctionnement sont multiples, récurrentes et semblables à tous les types de CDG existants d'autant que dans leur cas aucun mécanisme de prise en charge des dépenses n'existe actuellement (sachant que l'octroi d'animaux aux membres des comités, initié 2016, est un soulagement qui reste ponctuel).
- Le suivi par le projet se fait également à travers les agents terrain, les cadres en missions, les équipes de S/E et des évaluations d'impact via des structures externes. Ces différents suivis permettent de tirer des leçons et réajuster l'approche dans le temps (capitalisation continue). Les suivis rapprochés permettent aussi de réagir rapidement par rapport à certaines nécessités qui prévalent sur le terrain. Malheureusement, jusqu'à maintenant, le dispositif de suivi des effectifs animaux (distribués et placés) ne permet pas de fournir de réels résultats fiables et utiles à la décision. Même si le suivi des effectifs animaux est pertinent et doit continuer sous une certaine forme, il ne répond pas aux besoins d'informations, notamment sur les performances zootechniques des élevages, du projet. Il faut distinguer le suivi des effectifs animaux, du suivi zootechnique. Le premier doit être transversal, fréquent, alléger, durable et réalisé par les CDG

¹ Les activités collectives à promouvoir auprès des bénéficiaires sont par exemple (i) la mise en place d'un fonds pour la prise en charge des soins vétérinaires ; (ii) la conduite d'un troupeau communautaire avec la gestion d'un berger commun ; (iii) la constitution de stock stratégique d'aliments pour palier à certaines pénuries ; (iv) des échanges sur les bonnes pratiques d'élevage, etc.

pour répondre à certains objectifs (contrôle des engagements des bénéficiaires, évolution des effectifs globaux, indications pour les passages...). Le second doit être plus ciblé (échantillonnage selon les besoins), espacé dans le temps (base annuelle) et réalisé avec les STD pour les enquêtes de terrain (dans le cadre de leur rôle régalién). Ce dernier permet notamment d'apprécier les résultats de différents types d'actions conduites par le projet et d'apporter les ajustements techniques ou stratégiques nécessaires par la suite.

Dans le but d'améliorer l'efficacité à court terme de l'activité Habbanaye, 5 recommandations (N° 8, 9, 10, 12 et 13) ont été formulées (Cf. Chapitre 5).

3.4 EFFETS ET IMPACT DE L'ACTIVITÉ

Cette partie analyse la transformation des Résultats de productions animales en changement sur les conditions de vie des bénéficiaires directs (Outcomes à court et moyen terme) et au-delà sur les bénéficiaires finaux (Impact à long terme).

Par conséquent, dès lors que le cheptel est productif et exploité durablement, il convient d'apprécier les effets obtenus au niveau des ménages bénéficiaires (Etapas 7 à 9) et plus largement sur l'ensemble des populations (Etapas 10 et 11) du chemin de changement (Cf. Figure 1).

Les ateliers « Bilan et Perspectives » avec les 3 catégories de bénéficiaires (anciens, récents et secondaires) et surtout les ateliers « Effets » avec les anciens bénéficiaires (2014 et 2015) permettent d'évaluer les premières tendances obtenues en matière de sécurité alimentaire, économique et de résilience. Chaque effet sur les bénéficiaires directs anciens (AN) est ainsi apprécié à partir de leur perception des changements positifs ou négatifs intervenus entre la situation actuelle, au moment de la mission, et celle existante avant l'appui du projet. Deux paramètres sont ainsi quantifiés : (i) l'étendue qui représente le taux de bénéficiaires percevant un changement positif ; et (ii) la profondeur qui reflète l'importance de ce changement.

Il convient de souligner que l'activité Habbanaye étant encore trop récente, l'appréciation des effets sur les bénéficiaires directs et, à fortiori, de l'impact sur le groupe cible, reste encore très partielle et non définitive. Une réserve est donc portée sur les résultats présentés dans les chapitres suivants.

3.4.1 Effets sur la Sécurité alimentaire (Etape 7)

Au stade actuel de l'intervention, l'effet global en matière de sécurité alimentaire est encore embryonnaire au niveau de l'ensemble des ménages bénéficiaires anciens. Malgré une proportion moyenne des bénéficiaires estimant un changement positif (étendue de 48%), l'importance du changement reste marginale pour l'ensemble (profondeur de 2%). En fait, certains villages connaissent des situations difficiles (déficits agricoles répétés, pression forte sur les ressources naturelles, stock alimentaire nul ou très réduit...)² qui plombent les changements globaux. En retirant ces cas particuliers des résultats, la profondeur passe alors à 29% pour les villages restants ce qui témoigne d'une tendance dans le bon sens. Les principales explications sont décrites dans le tableau suivant.

Tableau 9 : Changements ressentis en matière de sécurité alimentaire par les bénéficiaires anciens

CONSTATS PRINCIPAUX
i. Contribution globale de l'élevage à la sécurité alimentaire est encore faible partout (+/-) Contribution plus significative en zone agropastorale (importance du lait, de la vente d'animaux) (+) Autres composantes du projet (Nutrition et Agricole) y contribuent (-) Situation alimentaire reste difficile en particulier dans certains villages (sécheresses répétées...)
ii. Contribution du lait de chèvre (+/-) Lait consommé partout (sauf dans la région Kaya) mais la durée de traite est courte (2 mois) (-) Très faible disponibilité de lait en saison sèche chaude (les fourrages sont moins disponibles et les pics mises-bas sont essentiellement compris entre la saison des récoltes et la saison sèche froide)
iii. Contribution de la vente d'animaux (+) Ventes destinées principalement à l'alimentation du ménage (-) Vente encore limitée à cause des remboursements d'actifs animaux (-) Surexploitation des animaux car les années successives sont mauvaises sur le plan agricole
iv. Autres Contributions de l'élevage (-) Viande peu consommée (sauf, exceptionnellement, les jours de fête) (+/-) Fumier est exploité et permet une augmentation des rendements, mais quantité reste insuffisante pour l'ensemble des cultures familiales

3.4.2 Effets sur la Sécurité économique (Etape 8)

L'effet global sur la sécurité économique, à travers principalement l'augmentation et la diversification du revenu des femmes (chez les bénéficiaires anciens), est positif (36%) grâce à une proportion élevée de femmes ayant observé une amélioration de leur revenu (étendue de 83%) même si l'importance de ce changement reste encore modeste (profondeur de 44%). Le détail est fourni dans le tableau suivant.

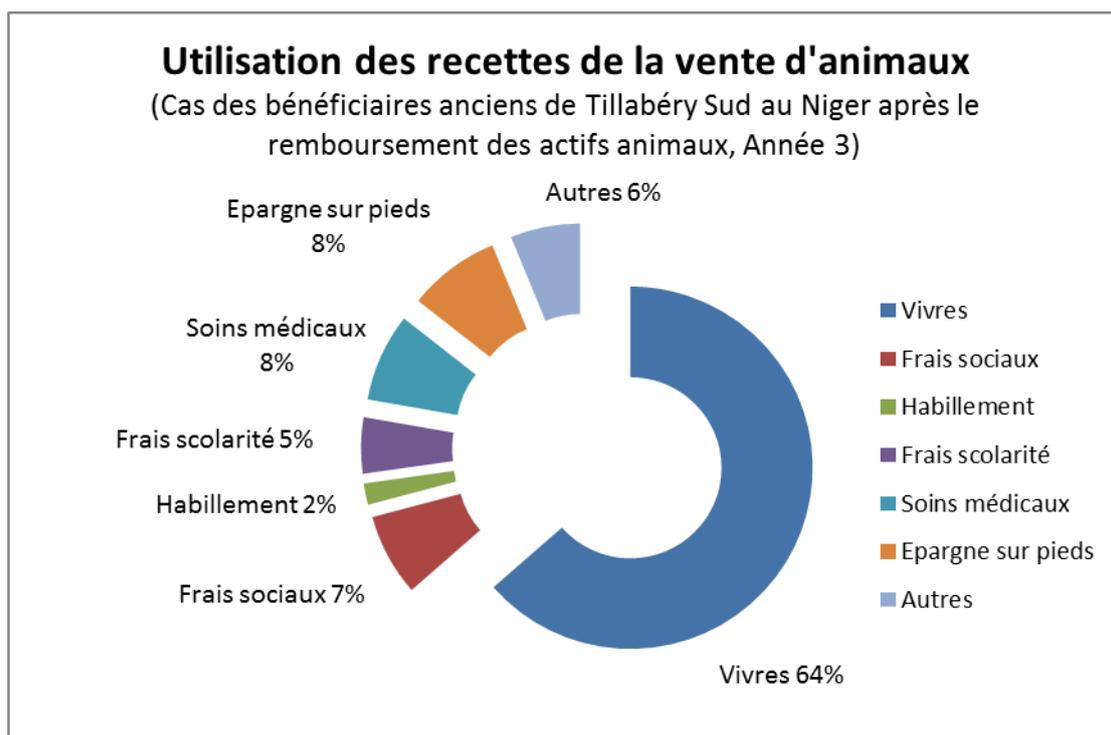
² Plusieurs villages visités des régions de Dori et de Maradi semblent être dans des situations d'insécurité alimentaire plus prononcés qu'ailleurs.

Tableau 10 : Changements ressentis en matière de sécurité économique par les bénéficiaires anciens

CONSTATS PRINCIPAUX
i. Origine des revenus (variable selon les cas) <ul style="list-style-type: none">* Vente de lait en saison des pluies (recettes limitées)* Vente du bouc reçu en « Habbanaye » après 1 à 2 ans* Vente d'animaux issus ou directement du capital octroyé : répond prioritairement à des problèmes urgents à résoudre ou la recherche de marges bénéficiaires avant passage (par la vente d'un adulte et rachat d'un plus jeune qui sera passé)
ii. Utilisation des revenus (autonomie financière accrue des femmes) <ul style="list-style-type: none">(+) Participation aux besoins du ménage(+) Utilisation des recettes principalement pour l'alimentation et les soins, mais aussi à d'autres fins (surtout sociales, habillements, école...)(+) Renforcement de la capacité d'épargne en nature (souvent en ovins) qui contribue à la résilience des ménages
iii. Contraintes liées à la faiblesse des revenus malgré le Habbanaye , soit : <ul style="list-style-type: none">(-) Production insuffisante pour rembourser le noyau octroyé et vendre en parallèle(-) Contrainte de ne pas pouvoir vendre avant passage (engagement à respecter vis-à-vis du projet)(-) Vente d'animaux n'assure pas un revenu régulier(-) Prix pas toujours rémunérateur (incidence de la dévaluation de la Naira sur les marchés en particulier au Niger)

Ces constats ont été triangulés avec les résultats du suivi zootechnique. Ceux-ci fournissent des informations sur la destination des recettes de la vente d'animaux. Le graphique suivant présente un exemple dans ce sens.

Figure 11 : Utilisation des recettes de vente des animaux chez les bénéficiaires anciens



Cette figure montre clairement l'impact de la vente d'animaux sur l'alimentation de la famille (64%). Il convient de noter que chaque bénéficiaire a vendu en moyenne 3,2 têtes sur l'année suivie (composé

de 1,4 animal adulte et de 1,8 animal jeune) pour un montant moyen annuel de 57.500 FCFA. Ce montant est loin d'être négligeable en particulier pour un bénéficiaire très vulnérable comme c'est le cas ici. L'activité Habbanaye Chèvre est donc très prometteuse si cette tendance se confirme à l'échelle du groupe cible dans le futur et de manière durable pour autant que le capital reproductif ne soit pas entamé.

3.4.3 Effets et Impact sur la Résilience (Etapas 9, 10 et 11)

3.4.3.1 Résilience des bénéficiaires

L'effet global sur la résilience des bénéficiaires anciens est plutôt bon (34%) au stade actuel de l'intervention (encore en phase de croissance). Ce bon taux se justifie par une large étendue du changement en matière de résilience (81%) malgré une profondeur encore moyenne (41%). Cela signifie que la grande majorité de ces bénéficiaires estime donc avoir amélioré leurs capacités défensives de manière satisfaisante même si la marge de progression est encore conséquente. Le tableau suivant fournit quelques constats dans ce sens.

Tableau 12 : Changements ressentis en matière de résilience par les bénéficiaires anciens

CONSTATS PRINCIPAUX
<p>i. Augmentation des capacités défensives touche une majorité des bénéficiaires (+/-) Changements sont plus importants en zone agropastorale</p>
<p>ii. (+) Reconnaissance sociale fortement accrue (+) Accès possible au crédit car les bénéficiaires d'animaux sont considérés comme solvables (+) Sortie du statut d'indigent (le bénéficiaire d'animaux n'est plus aidé) (+) Entraide est inversée (l'aidé devient l'aidant)</p>
<p>iii. (+) Disponibilité d'un capital bétail + de ses bénéfices (sert de sécurité en cas de problème) (+) Dons d'animaux existent vers les membres de la famille (même si encore marginal) (-) Déstockage trop important (méconnaissance du capital reproductif minimal à conserver) (+/-) Couverture des besoins basiques et des petits problèmes, mais le cheptel actuel ne permet pas d'atténuer les grands chocs externes</p>

3.4.3.2 Résilience communautaire et communale

Il est clairement trop tôt pour pouvoir escompter un changement palpable induit par l'activité Habbanaye dans la résilience des communautés touchées, voire des Communes couvertes.

Toutefois, les différents entretiens avec les bénéficiaires, les autorités villageoises et communales permettent d'établir quelques constats actuels sur l'impact attendu dans le long terme :

- **Le rayonnement de l'activité est encore faible dans l'ensemble des communautés** et en particulier dans les gros villages avec un nombre trop restreint de bénéficiaires au regard de la population totale. Tout au plus, on note que le début d'amélioration de la situation d'un bénéficiaire, lorsque ce dernier commence à profiter réellement de son élevage, rejailit autour de lui. D'une part, ce dernier n'est plus une charge pour ceux qui l'assistaient jusqu'à présent. D'autre part, ce dernier peut aussi commencer à aider à son tour d'autres personnes dans le besoin. Cependant, comme le montre le suivi zootechnique, cette inversion de l'entraide ne représente pas encore quelque chose de significatif jusqu'à présent.
- **Les systèmes d'entraides communautaires n'ont pas encore évolué** malgré la large diffusion de la pratique du Habbanaye par le projet. Logiquement, les objectifs du Habbanaye traditionnel ne visent pas uniquement à assurer des passages d'animaux entre ceux qui en possèdent et ceux

qui en sont dépourvus (résultat immédiat) mais ils cherchent aussi et surtout à renforcer les liens sociaux, les dynamiques et les systèmes d'entraides entre les individus, les ménages, voire les communautés (résultat à moyen et long terme). Ce dernier objectif permet ainsi de mieux préparer l'avenir et d'anticiper sur les besoins futurs en renforçant les capacités des deux parties (aidant et aidé). Cet objectif social du Habbanaye traditionnel n'est pas actuellement pris en compte par l'intervention.

- **Les performances et les retombées des élevages Habbanaye restent dépendant des contextes locaux et des services supports à l'élevage.** Toutes les zones d'intervention du projet ne sont pas égalitaires sur ces plans. Certaines sont confrontées à une pression énorme sur les ressources pastorales qui limite l'expansion des élevages (exemples de plusieurs villages visités dans les régions de Maradi au Niger et du Sahel au Burkina Faso). D'autres ne disposent pas d'un accès facile aux services supports en élevage comme la santé animale ou les conseils techniques (exemples des villages bénéficiaires de la province de Sebba et de plusieurs villages de la région de Kaya).
- **Les besoins des bénéficiaires restent énormes** et ne peuvent être comblés uniquement par les effets de l'activité Habbanaye. Certes, une partie des bénéficiaires Habbanaye profite également, selon les cas, d'autres composantes de REGIS-ER notamment en maraîchage, nutrition, santé reproductive et accès à l'eau mais les défis d'une plus grande intégration et approche holistique entre PTF restent entiers. Pour l'heure, les effets de l'activité Habbanaye permettent de répondre aux petits besoins des ménages, voire d'une période de soudure dite « normale » mais pas encore d'absorber les chocs externes plus importants.
- **L'impact sur la résilience des Communes couvertes par le projet est encore limité.** La plupart des Communes disposent d'une population importante répartie entre de nombreux villages officiels et des hameaux rattachés. L'intervention porte actuellement sur un nombre limité de sites et les retombées enregistrées ne changent pas encore le profil de vulnérabilité de ces Communes. Cependant, dans les quelques Communes de concentration du projet dans la région de Maradi au Niger, les autorités locales estiment que les prémices d'un changement positif commencent à se faire sentir par une diminution de l'exode des populations et une réduction des demandes d'assistance enregistrées en période de soudure dans certaines localités liées au Habbanaye (ex : Communes de Guidan Roudji et de Sabon Machi). A cela s'ajoute la nouvelle stratégie du projet d'impliquer davantage les Autorités décentralisées dans la mise en œuvre de l'activité afin de pouvoir disposer, à terme, d'un outil de résilience communale (géré par ces Autorités à l'échelle de leur entité géographique). Déjà, certains Maires estiment que les actifs animaux octroyés sont l'équivalent de biens publics qui doivent être gérés dans l'intérêt collectif.

Au final, même si la résilience des communautés et des Communes est encore débutante, les résultats préalables enregistrés sont prometteurs et permettent d'envisager l'atteinte de l'impact escompté (au niveau des bénéficiaires directs puis des bénéficiaires finaux) pour autant que les risques soient gérés et les faiblesses prises en charge.

3.4.4 Bilan de l'efficacité à moyen et long terme

L'efficacité à moyen et long terme de l'activité Habbanaye est jugée encore faible au stade actuel de l'intervention. Pour rappel, les effets palpables de l'élevage, même des caprins, sur les ménages se construisent en plusieurs d'années d'autant que les bénéficiaires sont vulnérables (avec un capital initial proche ou de 0) et que l'approche Habbanaye nécessite du temps pour s'étendre à la population. Seul les plus anciens bénéficiaires, représentant encore une minorité au sein du groupe cible du projet, tirent un profit plus conséquent de leur élevage. Les autres, plus récents, bénéficient surtout des produits d'origine animale comme le lait et le fumier sauf en cas de besoin urgent où ils peuvent ponctionner dans le troupeau mais avec le risque d'entraver un bon développement de leur élevage et de pénaliser les prochains bénéficiaires via le passage d'actifs animaux à moyen terme.

L'essentiel des éléments justifiant ce bilan est déjà abordé dans le chapitre sur l'efficacité à court terme (Cf. Point 3.3.4) qui influence évidemment l'efficacité à moyen et long terme. A cela, quelques compléments sont apportés :

- Le projet s'est fortement focalisé sur les conditions de réussite des passages des actifs animaux sans réellement agir sur l'autre facette, tout aussi importante, de l'approche traditionnelle du Habbanaye, à savoir le renforcement des liens sociaux. La promotion des systèmes d'entraides et des activités collectives, l'approche Habbanaye n'étant qu'un moyen, doit être davantage prise en compte avant les passages d'animaux (lorsque les bénéficiaires ont plus facilement de motivation à s'engager sur certaines pratiques du fait de leur redevabilité vis-à-vis du projet ou de la communauté) mais aussi se poursuivre après passage afin d'impacter plus largement et durablement le groupe cible. Les partenaires spécialisés en élevage AREN et A2N, membres du consortium REGIS-ER, peuvent apporter leur expertise et contribution à l'essor du volet social de l'activité Habbanaye (savoir-faire et compétences spécifiques à valoriser par le projet).
- L'implication des Autorités communales est réduite à des activités secondaires ou trop récente pour les activités plus importantes si bien que leur niveau d'appropriation est encore faible en matière de Habbanaye. Les capacités d'intervention des Communes sont aussi généralement limitées. Toutefois, des avancées sont notées notamment sur la manière d'assurer un suivi à distance via les démembrements communaux puis de faire participer davantage les Communes les plus performantes (apport de cofinancement, montage et exécution de petites opérations en utilisant l'expertise des acteurs locaux existants et déjà impliqués tel que les STD, SVPP...). Le projet est en bonne voie même si le niveau d'efforts à consentir reste conséquent et prendra du temps au-delà de la phase actuelle.
- La capitalisation sur certains points spécifiques de la stratégie Habbanaye déroulée est nécessaire d'ici la fin de la phase actuelle du projet afin de tirer tous les enseignements utiles à de telles opérations et garantir ainsi une plus grande efficacité et impact à l'avenir (dans le cadre d'une seconde phase ou pour d'autres interventions similaires). Pour le moment, le projet n'a pas encore les réponses à certains types de questionnement comme par exemple (i) la taille des actifs octroyés par rapport aux profils des ménages et des contextes existants ; (ii) le noyau minimal reproducteur à conserver ; (iii) la place des mâles (individuel et/ou communautaire) dans les actifs octroyés ; (iv) la pertinence de la diffusion d'une race caprine hors de sa zone d'origine ; etc.

Des améliorations sont donc possibles et font l'objet de 3 recommandations (N°14, 15 et 17, Cf. Chapitre 5).

3.5 DURABILITÉ DE L'ACTIVITÉ

La durabilité est un élément essentiel d'une intervention du fait qu'elle est indissociable de l'impact c'est-à-dire les changements à long terme sur les bénéficiaires finaux. Ce chapitre est donc à analyser en relation avec le chapitre précédent, en particulier les points portant sur l'impact global.

3.5.1 Viabilité des élevages bénéficiaires

La viabilité des élevages issus des opérations Habbanaye dépend en bonne partie de l'évolution sur le long terme des effectifs octroyés et plus particulièrement du noyau en reproductrices. La mission a pu reconstituer ces données auprès des bénéficiaires anciens (après 2 et 3 ans du placement) grâce au suivi zootechnique. Le tableau suivant présente les résultats.

Tableau 13 : Evolution des effectifs et du capital reproducteur femelles chez les bénéficiaires anciens

Burkina Faso
(moyenne / élevage)

Niger
(moyenne / élevage)

Effectif au démarrage (moyenne par bénéf.)						Effectif Actuel (par bénéficiaire)		Période écoulée (Jours)	Evolution des effectifs / an	
Préexistant		Octroyé		Total		Fem.	Tot.		Fem.	Tot.
Fem.	Tot.	Fem.	Tot.	Fem.	Tot.					
0,15	0,23	4,0	5,0	4,1	5,2	3,6	6,8	675	-7%	16%
0,13	0,18	3,0	4,0	3,1	4,2	2,3	5,2	894	-11%	10%

Au niveau des effectifs totaux des élevages, les taux de croît annuel sont positifs ce qui paraît normal puisque les noyaux octroyés étaient composés d'animaux reproducteurs pour le développement de l'élevage. Par contre, les taux de croît annuel des femelles reproductrices sont négatifs (avec -7% au Burkina Faso et -11% au Niger). Cette régression est préoccupante car elle entraîne une diminution du capital reproducteur des élevages. Cette diminution est due au fait d'une part que la majorité des bénéficiaires ont assumé leurs obligations de remboursement des animaux reçus et d'autre part qu'ils surexploitent leurs troupeaux restants au-delà des capacités de reconstitution du cheptel. Même avec un bon niveau de productivité numérique, on assiste donc à une décapitalisation progressive du cheptel des bénéficiaires anciens. Si rien n'est fait pour enrayer cette décapitalisation, un bon nombre d'élevage risquent de disparaître et avec eux, leurs effets bénéfiques sur les conditions de vie des ménages en ce compris les obligations sociales très importantes à honorer dans les communautés. Dès lors, la place de l'élevage comme outil de résilience face aux chocs externes ne sera plus assurée. En outre, les ménages risquent de retomber rapidement dans leur état de grande vulnérabilité, une fois le troupeau décimé.

3.5.2 Viabilité de l'opération Habbanaye

Les ateliers « Bilan et Perspectives » avec les 3 catégories de bénéficiaires ainsi que les différentes séances de travail avec les principaux acteurs locaux (Commune, STD, SVPP / RSAP...) ont permis d'établir la situation actuelle de la viabilité de l'activité Habbanaye. Cette viabilité a été appréciée d'ailleurs principalement par : (i) le développement des élevages, issus du Habbanaye, dans les communautés ; et (ii) la poursuite des passages d'actifs animaux.

Au niveau des bénéficiaires, la viabilité des actions est jugée moyenne à bonne dans l'ensemble.

Par rapport à l'adoption des actions introduites :

- L'approche Habbanaye même si elle est nouvelle dans certaines zones ou communautés n'est pas considérée comme contraire aux pratiques socioculturelles locales. En fait, l'octroi d'animaux (en particulier de petits ruminants) est une activité répandue mais c'est plutôt le passage d'actifs animaux à de nouveaux bénéficiaires qui est assez novateur. Dans tous les cas, les bénéficiaires estiment que cette approche est positive en renforçant la cohésion sociale au sein de la communauté. En revanche, certains engagements comme la mise au piquet des animaux et la non vente d'animaux avant le remboursement des actifs animaux sont considérés par les bénéficiaires comme un risque pour la productivité du cheptel et la bonne marche du processus même si le projet n'y voit que des avantages (comme la réduction de la divagation, des dégâts sur l'environnement, des pertes d'animaux en particulier des mâles).
- Les différents appuis et supports en élevage (alimentation, santé et formation) qui accompagnent la distribution des animaux sont bien adaptés et répondent aux besoins d'introduction d'animaux dans leur nouveau milieu. Toutefois, la formation en blocs multi-nutritionnels et la distribution de semences fourragères ont été instruites sans une réelle prise en compte des réalités locales. Elles sont vouées à l'échec sans une révision de l'approche.

A propos de la maîtrise technique, tous les bénéficiaires connaissent déjà la base de l'élevage

traditionnel. Une partie des bénéficiaires a aussi acquis de nouvelles compétences dans la conduite des animaux même si toutes ces bonnes pratiques ne sont pas forcément appliquées et durables. En outre, l'approche de vulgarisation ne couvre pas tout le groupe cible ni tous les domaines nécessaires à un élevage durable. Par exemple, les connaissances sur les programmes de prophylaxie annuelle et la gestion rationnelle des élevages ne sont pas actuellement dispensées et constituent une lacune importante quant à la maîtrise de l'élevage par les bénéficiaires. L'encadrement local de proximité est d'ailleurs peu fonctionnel pour assurer l'accompagnement durable des bénéficiaires.

Concernant la viabilité financière, les moyens font souvent défauts en particulier pour les bénéficiaires récents et surtout secondaires (non appuyés directement par le projet) en phase d'installation des élevages. De plus, les bénéficiaires ne sont pas dans une logique d'élevage, même à terme, nécessitant des dépenses régulières d'entretien notamment pour assurer les soins vétérinaires ou la complémentation stratégique (par des SPAI...). Les dépenses restent exceptionnelles pour les élevages caprins traditionnels y compris chez les plus anciens. Si des alternatives peu ou pas coûteuses sont toujours possibles dans les domaines de l'alimentation et de l'habitat, la majorité des bénéficiaires ne font pas encore d'efforts réels pour prendre en charge la prophylaxie animale, notamment les vaccinations. Ils se reposent pour l'essentiel sur les acquis des interventions financées par le projet ou sur les soins traditionnels menant ainsi à un accroissement des risques d'épizootie.

Sur le plan de l'accompagnement du groupe cible par les acteurs locaux clés, la viabilité est encore assez faible.

D'une part, l'équipe opérationnelle est très présente dans la mise en œuvre de l'intervention et la stratégie n'est pas encore dans une approche de faire-faire. Les acteurs locaux participant déjà à l'exécution sont plutôt utilisés comme des prestataires de services et ne sont pas renforcés dans une logique d'assurer leurs rôles pendant et après projet. En outre, les acteurs locaux principaux ne sont pas tous au même niveau de fonctionnalité et de capacités d'intervention si bien que certains auraient des difficultés évidentes à assumer pleinement leurs rôles. Il est donc somme toute logique que le projet ait débuté l'activité Habbanaye, avec son paquet d'innovations, en assumant directement une partie de la mise en œuvre sur le terrain. En revanche, il lui reste à opérer maintenant son désengagement progressif au profit des acteurs locaux, dans un délai dépendant de la poursuite ou non de la phase actuelle, sans quoi les bénéficiaires risqueraient de se retrouver sans un minimum d'encadrement indispensable pour assurer la poursuite de l'activité.

Pour l'heure, les CDG, les plus anciens, assument déjà correctement une partie de leur cahier de charges. Malgré tout, d'autres responsabilités doivent encore leur revenir et celles-ci nécessitent d'ailleurs un renforcement de leurs compétences (vie associative, suivi des engagements en élevage...). Enfin, tôt ou tard ces CDG seront moins efficaces, voire non fonctionnels, si aucune solution durable n'est trouvée au manque récurrent de moyens de fonctionnement engendrant une démotivation des membres.

Les Autorités communales ne sont actuellement qu'au début de leur appropriation de l'activité Habbanaye essentiellement à travers les séances d'informations des conseils communaux que le projet vient d'initier. Sinon, à part quelques Communes qui ont déjà un certain savoir-faire, encore partiel dans le domaine, la quasi majorité d'entre-elles ne peuvent pas encore assurer la maîtrise d'ouvrage de l'activité en tenant compte de tous les processus opérationnels et techniques qui font la réussite actuelle du projet. Même en restreignant leur rôle au seul suivi des activités Habbanaye, il s'avère nécessaire de réorganiser le dispositif actuel et de renforcer leurs capacités. Par conséquent, il est impératif que les Autorités communales, y compris leurs démembrés techniques et locaux, soient d'abord impliquées davantage et transversalement dans les activités sur le terrain, pour faciliter leur bonne appropriation de certaines étapes cruciales, avant de responsabiliser les plus performantes.

Les vétérinaires privés et les STD, mandatés directement par le projet ou via les fournisseurs de bétail selon les cas, assurent déjà le suivi sanitaire autour des distributions d'animaux et le contrôle de

conformité des animaux (rôle régalien des STD) mais avec des niveaux d'implication et de professionnalisme fluctuants d'une zone à l'autre. Les capacités et limites d'intervention de ces acteurs ne sont pas toujours prises en compte par le projet lors de l'établissement des prestations de services et cela se ressent sur la qualité de l'exécution. De plus, le développement des services de proximité en élevage auprès des bénéficiaires est encore limité alors qu'ils sont essentiels pour l'après projet. Enfin, les rôles et les prérogatives de chaque niveau de services doivent être mieux appliqués en respect du principe de subsidiarité. Ainsi, le Service communale assume les soins vétérinaires et le suivi de la quarantaine mais le niveau supérieur doit assurer le contrôle de conformité des animaux et délivrer le certificat de conformité. Dans un autre cas, les AE assurent les soins et les conseils de base dans les élevages Habbanaye sur le terrain mais le VP et/ou son technicien doivent suivre de près l'exécution sanitaire de la quarantaine.

L'annexe décrivant le chemin de changement présente également les rôles et capacités des acteurs locaux clés (Cf. Annexe 11 « Chemin de changement détaillé »).

3.5.3 Bilan de la durabilité

Au vu des résultats et constants précédents (y compris de l'impact actuel) et des objectifs ambitieux du projet face à des contextes locaux difficiles, la durabilité de l'activité Habbanaye peut être considérée comme faible pour le moment. Au stade actuel de l'intervention et sur la base de la stratégie globale déployée, cette situation est tout à fait normale et plusieurs résultats sont déjà encourageants en ce qui concerne la viabilité des changements observés.

Malgré tout, le projet va devoir initier de nouvelles approches et actions pour inverser la décapitalisation entamée du cheptel et renforcer les capacités des communautés et des acteurs locaux clés afin de les responsabiliser davantage en prévision de la fin de phase voire du projet. C'est à ces conditions que l'activité Habbanaye pourra perdurer et augmenter son impact.

Certaines recommandations vont dans ce sens (Cf. N° 11 et 16, Chapitre 5).

3.6 PERTINENCE GLOBALE DE L'ACTIVITÉ

La pertinence globale de l'activité Habbanaye est jugée très bonne. Elle répond aux objectifs de développement visés par les 2 pays couverts par l'intervention (le Niger et le Burkina Faso) ainsi que par le bailleur de fonds (USAID). Elle s'insère parfaitement dans les politiques nationales de lutte contre la malnutrition et d'amélioration de la résilience des populations rurales en ciblant quasi exclusivement des femmes, vulnérables et/ou avec charges d'enfants en bas âge, et en leur fournissant des moyens de productions. Certes, le concept Habbanaye comme outil humanitaire est plus ancien et familier au Niger mais il repose dans tous les cas sur l'essor du petit élevage et des systèmes d'entraides communautaires qui sont aussi largement promus au Burkina Faso.

Au niveau local, il faut cependant souligner la faible responsabilisation des Communes alors qu'elles sont les premiers acteurs du développement de leur entité. Le projet est en voie de corriger cette insuffisance via une plus grande implication de ces collectivités territoriales et notamment dans leur rôle de suivi des activités sur le terrain. A terme, le projet ambitionne même que l'activité Habbanaye devienne un outil de résilience communale ce qui correspond tout à fait à la vision des autorités locales. Quelques-unes sont d'ailleurs prêtes à s'engager, et même à fournir des contributions, beaucoup plus significativement dans ce sens.

Concernant les bénéficiaires, la pertinence porte essentiellement sur la résolution des problèmes initiaux identifiés à l'origine de l'intervention. Logiquement, l'activité Habbanaye vise à répondre aux problèmes de manque de moyens productifs et de faible diversification des activités économiques auprès des bénéficiaires à travers le développement d'actifs animaux. Au stade actuel, la résolution de ces principaux problèmes tend déjà à être bonne pour l'ensemble du groupe cible mais avec des disparités plus ou moins marquées selon les catégories de bénéficiaires et les zones d'intervention. Les principaux constats

sont les suivants :

- Le taux de résolution des problèmes initiaux pour les 3 catégories de bénéficiaires est bon (63%) même excellent pour les bénéficiaires anciens (86%) et encore moyen pour les bénéficiaires récents (52%) et les secondaires (50%). En effet, la quasi-totalité des bénéficiaires possède actuellement des animaux et ceux-ci confirment l'importance que la disponibilité d'animaux représente comme moyen de subsistance. Néanmoins, seuls les bénéficiaires anciens, qui ont remboursé les actifs animaux reçus, se sentent réellement pourvus et surtout plus libres de l'utilisation de ces moyens. Les autres bénéficiaires, encore redevables pour le passage des actifs animaux, estiment qu'ils ne peuvent pas encore disposer pleinement de ces moyens et que ceux-ci restent pour le moment une propriété partagée avec la communauté.
- La résolution des problèmes initiaux semble un peu plus faible dans la région de Centre-Nord (53%) comparativement aux 3 autres régions enquêtées (entre 66% et 72%) alors que la possession d'animaux par bénéficiaire est équivalente voire supérieure. Cela s'explique en partie par le fait que les bénéficiaires du Centre-Nord profitent moins jusqu'à présent de leurs actifs animaux par rapport aux autres régions (profil plus agricole). D'une part, le lait n'y est pas consommé, ni vendu en général. D'autre part, les bénéficiaires anciens n'y ont pas encore réellement commencé à vendre (après passage) pour renforcer l'économie de leurs ménages.
- Une petite partie des bénéficiaires (10%) dispose, au moment de l'enquête, d'un capital animal inférieur à l'appui reçu (et 12% ont l'équivalent de l'appui). Les raisons sont liées selon les cas : (i) à des pertes significatives enregistrées post distribution ; (ii) aux contraintes du passage pour des élevages peu performants ; et (iii) aux défaillances dans la gestion de l'élevage (surexploitation du troupeau et notamment de la catégorie des reproductrices).

En conclusion, le problème de manque de moyens productifs est en partie résolu par la possession d'animaux mais l'exploitation de ces moyens est encore limitée pour résoudre la faiblesse des activités économiques des ménages (sauf pour les bénéficiaires anciens performants).

Par ailleurs, le développement de l'activité Habbanaye nécessite de résoudre d'autres problèmes liés à l'élevage en milieu rural. Le taux de résolution des problèmes de supports à l'élevage est encore faible pour l'ensemble du groupe cible (42%). Des progrès sont enregistrés par rapport aux contraintes d'accès à l'eau (pour l'abreuvement), aux soins vétérinaires, à la maîtrise technique mais sans que cela ne soit généralisable à l'ensemble des bénéficiaires. De plus, l'alimentation animale pose toujours de réelles difficultés dans plusieurs zones (sans compter la pression énorme sur les ressources naturelles).

3.7 ANALYSE SPÉCIFIQUE DE L'ACTIVITÉ HABBANAYE VOLAILLE

Le chemin de changement, décrit précédemment, peut également être utilisé dans le cadre de l'activité Habbanaye Volaille moyennant quelques petites adaptations mineures (Cf. Figure 1).

3.7.1 Phase d'installation des élevages

Le ciblage et l'organisation des bénéficiaires de volailles sont similaires à ceux des bénéficiaires de chèvres. Toutefois et étant donné les difficultés de l'élevage de volaille, la sélection privilégie aussi des personnes déjà actives en aviculture par le passé ou très motivées à l'être. Les bénéficiaires sont des femmes et des hommes généralement vulnérables mais pas toujours les plus vulnérables étant donné la contrepartie à apporter pour la construction des poulaillers. Ceci est d'ailleurs contradictoire à la stratégie du projet qui prône le Habbanaye volailles pour les plus vulnérables incapables de conduire un élevage de chèvres. Enfin, les opérations Habbanaye Volaille ne touchent volontairement qu'un nombre relativement modeste de bénéficiaires jusqu'ici étant donné que l'activité est encore en phase test. La répartition et le choix entre les 2 types de Habbanaye (Volaille ou Chèvre) ne sont pas du ressort des communautés mais sont fixés directement par le projet.

La mise en place des noyaux reproducteurs Volaille n'enregistre pas le même succès que ceux des

chèvres. Même si la mission d'évaluation n'a pas établi un bilan précis des effectifs encore présents après les premières semaines des distributions, la proportion de bénéficiaires se retrouvant avec des effectifs assez réduits, voire nuls dans certains cas, (ou composés d'animaux remplacés sur fonds propres) est significative. Toutefois, les pertes enregistrées par la suite, après les premières semaines d'adaptation, sont également élevées. De plus, certaines distributions de volailles ont échoué pendant la phase de quarantaine du fait de taux de mortalité excessifs ; d'autres ont même causé des pertes dans le cheptel villageois. A noter que les constats faits (sur une base relativement restreinte) semblent indiquer des résultats globaux plus positifs côté Burkina Faso que côté Niger.

Le suivi zooteknique s'est focalisé sur les cycles de pontes et a permis d'établir la productivité numérique c'est-à-dire l'équivalent du rendement d'une poule, et, donc, de l'élevage. Le tableau suivant présente les résultats obtenus sur le petit échantillon enquêté.

Tableau 14 : Productivité numérique des poules

Catégorie de bénéficiaires	Nbre d'éleveurs	Productivité numérique
Principaux (Burkina)	12	15,1
Secondaires (Burkina)	10	12,8
Principaux (Niger)	10	4,8
Total bénéficiaires REGIS	32	10,9

Les résultats présentés ne portent que sur les bénéficiaires qui bouclent des cycles de pontes avec les volailles octroyées par le projet et qui obtiennent des portées acceptables de jeunes exploitables par poule reproductrice. Pour ainsi dire, ce sont des rendements supérieurs aux moyennes des élevages actuels de volailles. L'échantillon est aussi relativement restreint et montre des écarts très importants entre éleveur. En définitive, ces chiffres doivent être considérés comme des tendances grossières purement indicatives des élevages qui produisent actuellement au niveau des bénéficiaires du projet.

Le résultat global des bénéficiaires de l'appui du projet (10,9 jeunes exploitables produits / femelle) est équivalent à ce qu'on retrouve dans les élevages traditionnels de volailles sans accompagnement (autour de 9 jeunes exploitables produits / femelle).

La productivité numérique au Burkina est de loin supérieure à celle du Niger. Par ailleurs, au Burkina Faso, un léger mieux semble apparaître dans les élevages principaux, accompagnés par le projet, que dans les élevages secondaires (de 18% même si pas encore très significatif). Cela indique que certains bénéficiaires arrivent malgré tout à produire une quantité appréciable de volailles par poule même si les résultats restent nettement en dessous des références d'élevage traditionnel accompagné (autour de 20 jeunes exploitables produits / femelle).

En tenant compte de l'ensemble des aviculteurs bénéficiaires, y compris ceux qui ont tout perdu après plusieurs mois, ceux qui ont remplacés à leur frais les reproducteurs reçus (même jusqu'à 2 à 3 fois) et ceux dont l'effectif de reproducteurs décroît, la phase d'installation des élevages de volailles peut être considérée comme un échec malgré tout l'accompagnement du projet. Il n'y a pas de plus-value réelle pour le moment par rapport aux résultats des élevages traditionnels non accompagnés.

3.7.2 Phase de démultiplication et de croissance des élevages

Les passages d'animaux entre générations de bénéficiaires ne sont que partiellement effectifs. Et comme le souligne le tableau 14 (Productivité numérique des poules), les premières tendances collectées auprès des bénéficiaires secondaires révèlent des résultats comparables aux élevages traditionnels non accompagnés. Les délais de passage, prévus entre 6 et 8 mois après distribution, sont largement dépassés et tournent autour de 16 mois.

En tenant compte de tous les bénéficiaires du Habbanaye Volaille, les performances des élevages issus

de l'appui du projet restent faibles à terme. Une bonne partie ne produit plus ou très faiblement avec des résultats comparables aux élevages ordinaires en milieu rural. Les mortalités élevées et le croit lent des animaux sont les principales raisons. Le suivi zootechnique allégé des volailles a montré que les œufs produits sont quasi tous destinés à la couvaison (90%). Seul 6% sont autoconsommés (et 4% perdus) et aucune vente n'est réalisée (contrairement aux œufs de pintades). La consommation des œufs de poules est même un tabou dans plusieurs communautés. L'exploitation précoce de jeunes avant terme (de moins de 5 mois) représente 6% et répond à des besoins spécifiques (des dons principalement sinon des autoconsommations). Etant donné que les élevages produisent peu, les ventes et autoconsommations sont faibles sauf dans les élevages plus performants mais très minoritaires.

3.7.3 Bilan critères CAD

Au niveau de l'efficacité, les mêmes constats positifs et négatifs faits précédemment pour le Habbanaye Chèvre peuvent s'appliquer au Habbanaye Volaille mais pour une efficacité globale beaucoup plus faible étant donné les contreperformances zootechniques enregistrées. Cela s'explique en bonne partie par des appuis et des accompagnements techniques qui restent insuffisants, malgré les efforts déjà consentis, par rapport aux nombreuses contraintes locales qui entravent un véritable développement des élevages de volailles au-delà des pratiques traditionnelles actuelles (qui peuvent se résumer à un élevage de « cueillette », sans investissement et dépenses d'intrants). Les risques en aviculture traditionnelle restent trop élevés (épizooties peu maîtrisables, divagation et contamination continue par les volailles du village, pertes par prédateurs, conditions très précaires d'abreuvement et d'alimentation surtout pour les poussins...).

L'efficacité est aussi très faible compte tenu des résultats enregistrés jusqu'à présent. Malgré les efforts du projet pour y appliquer les mêmes approches et processus techniques que le Habbanaye Chèvre, plusieurs insuffisances sont relevées.

Tout d'abord, la conception de l'activité a manqué de réalisme. Les prévisions initiales de productions de volailles sont beaucoup trop optimistes dans les conditions traditionnelles d'élevages sans un accompagnement plus poussé. Les perspectives de commercialisation établies propulseraient loin devant les recettes de volailles comparativement à celles des élevages Habbanaye Chèvre. Les références zootechniques doivent être revues à la baisse. Ensuite, le ciblage des plus vulnérables pour l'activité Habbanaye Volaille n'est pas approprié par rapport aux objectifs établis. Une production significative nécessite un élevage quelque peu performant sur base d'une utilisation d'intrants donc de moyens financiers disponibles sans compter le besoin de main d'œuvre pour s'en occuper. L'opérationnalité d'un service de santé animale de base de qualité toute l'année (avec des vaccins, produits, et VVV au minimum) n'est pas encore garantie actuellement.

La démarche s'est trop inspirée du Habbanaye Chèvre sans suffisamment prendre en compte les spécificités de la volaille. Il n'y a pas eu de capitalisation des expériences passées comme cela a été le cas pour le Habbanaye Chèvre et finalement les mêmes erreurs commises par d'autres projets réapparaissent ici. Le savoir-faire et le niveau d'implication, de motivation des équipes opérationnelles sont également plus faibles pour l'activité Volaille que celle de la Chèvre.

Les effets, l'impact et la durabilité actuels sont insignifiants sur le groupe cible. Les quelques effets mesurés auprès de bénéficiaires portent sur la disponibilité de fientes pour l'agriculture et quelques ventes et autoconsommations ponctuelles mais sans réel changement par rapport au passé. Il n'y a donc pas de changements réels au stade actuel de l'intervention.

Concernant la pertinence, même si l'élevage de volailles peut être théoriquement considéré comme adéquat pour le groupe cible, il apparaît au final peu approprié. En effet, le taux de résolution des problèmes initiaux, à travers l'activité Habbanaye volailles, s'est révélé insignifiant jusqu'à présent à la vue des nombreuses contraintes et risques liés à l'aviculture villageoise.

4. CONCLUSIONS

4.1 AU TITRE DE L'ACTIVITÉ HABBANAYE CHÈVRE

A ce stade de l'intervention, et au vu des résultats et analyses obtenus, le bilan de l'activité Habbanaye Chèvre peut être considérée comme positif. La réussite actuelle du projet à ce sujet relève en bonne partie de son approche holistique en élevage autour des distributions d'animaux et de la réalisation des passages d'actifs animaux entre les deux premières générations de bénéficiaires. Au final, les élevages issus de ces opérations Habbanaye produisent globalement mieux que les opérations habituellement menées dans ce domaine et que les élevages traditionnels non accompagnés.

Toutefois, les effets et l'impact auprès du groupe cible nécessiteront encore du temps pour confirmer que l'activité est réellement porteuse de progrès au niveau de la sécurité alimentaire, économique et de la résilience auprès des ménages bénéficiaires et des communautés. A ce titre, les principaux enjeux pour le succès de l'activité sont les suivants :

- **la gestion de la qualité avec la démultiplication des opérations Habbanaye.** En effet, le passage à une échelle plus grande de l'activité avec un accroissement du nombre d'opérations n'est pas sans risque. L'équipe opérationnelle est déjà bien surchargée et ne peut pas continuer de la sorte. Le transfert de certaines responsabilités aux acteurs locaux clés est essentiel pour absorber cette croissance et préparer la pérennisation de l'activité. Dès lors, il s'avère indispensable d'assurer le renforcement de leurs capacités. L'enjeu pour le projet sera d'adapter les processus et les pratiques internes pour passer à une approche de faire-faire.
- **l'amélioration de certains processus de mise en œuvre de l'activité.** L'analyse détaillée des résultats a montré des faiblesses, voire des défaillances techniques dans certains cas, dans la conduite des actions sur le terrain par endroit ou par moment. L'application de la stratégie n'est pas toujours correcte, et manque de constance, alors que certaines étapes sont fondamentales pour la réussite ultérieure. Le projet devra veiller à ce que les processus techniques définis soient pleinement respectés à chacune des étapes.
- **le juste équilibre à trouver entre la recherche des effets sur le groupe cible et de la pérennisation des passages d'actifs animaux.** A priori, l'un ne va pas sans l'autre tout comme l'un ne doit pas se faire au détriment de l'autre. Or, les engagements à respecter par les bénéficiaires, en prévision des futurs passages, sont parfois forts contraignants (et même ressentis comme des obligations, par ailleurs non durables à terme) et ne permettent pas ou peu aux bénéficiaires de tirer un profit à court terme de leur élevage. De même, une surexploitation précoce des élevages compromet les passages d'actifs animaux à de nouveaux bénéficiaires, réduisant ainsi l'impact et la durabilité de l'activité. A ce niveau, l'enjeu pour le projet est double : (i) accorder suffisamment de souplesse aux bénéficiaires en phase de démarrage et (ii) sensibiliser les bénéficiaires et les acteurs locaux clés sur la bonne gestion de l'exploitation du troupeau.
- **la responsabilisation accrue de tous les acteurs locaux clés.** En effet, seuls les acteurs locaux joueront un rôle effectif post projet dans la pérennisation de l'activité. D'abord, cette démarche doit veiller à autonomiser, voire professionnaliser, davantage les acteurs locaux techniques déjà impliqués tel que les STD, les SVPP et RSAP tout en veillant, en suivant de près la qualité des prestations fournies. Ensuite, le projet doit impliquer progressivement mais sûrement les Collectivités territoriales pour au minimum leur permettre d'exercer leur rôle régalien (sur les CDG et les bénéficiaires) indispensable à la continuité de l'activité Habbanaye après projet (Commune assurant alors le rôle actuel du projet) ou pour assurer en à terme la maîtrise d'ouvrage.

4.2 AU TITRE DE L'ACTIVITÉ HABBANAYE VOLAILLE

L'activité Habbanaye Volaille est à considérer comme un échec. Les conditions de mise en œuvre du projet et les risques actuels liés à l'aviculture villageoise en font une activité à haut risque avec très peu de chance de succès. De plus, les perspectives d'effets et d'impact limités en font une activité peu efficiente et peu pertinente pour répondre à la problématique centrale du projet. Le projet doit abandonner ce volet pour concentrer ses efforts et ses ressources sur le Habbanaye Chèvre nettement plus porteur de résultats concrets en matière de SAE, de résilience et pour lequel le projet dispose déjà d'un bon savoir-faire.

5. RECOMMANDATIONS

Tout au long de la mission d'évaluation, les différents résultats et analyses obtenus ont amené à établir une série de constats (positifs et négatifs) et de recommandations portant sur les étapes essentiels du chemin de changement de l'activité Habbanaye Chèvre et Volaille. Les différents détails sont repris dans un tableau qui figure en annexe notamment pour justifier et expliquer davantage le contenu de certaines recommandations (Cf. Annexe 12 « Bilan Constats et Recommandations »).

Toutes ces recommandations sont résumées ci-dessous :

Au titre de la stratégie :

- Principales :

- 1) Orienter les prochains ciblage (lors de distributions ou de passages) en privilégiant davantage les femmes les plus vulnérables mais avec charge actuelle et à venir de jeunes enfants (idéalement au sein des groupes MtM) afin de répondre aux différents objectifs du projet.
- 2) Promouvoir la mise en place et le fonctionnement de binômes entre bénéficiaires pourvus et en attente d'animaux pour améliorer l'efficacité et la pérennisation de l'activité Habbanaye.
- 3) Réajuster certains éléments du chemin de changement pour renverser la tendance actuelle de décapitalisation et prévoir quelques actions complémentaires.
- 4) Envisager un assouplissement léger de l'interdiction de vente d'animaux avant passage pour permettre aux bénéficiaires d'animaux de tirer un premier revenu plus substantiel après plus ou moins une année d'élevage répondant à des besoins familiaux importants.
- 5) Arrêter l'activité Habbanaye Volaille tant que les conditions ne sont pas réunies localement et en interne (approche plus soutenue).

- Secondaires :

- 6) Sensibiliser les bénéficiaires (passés, actuels et futurs) sur les principes et avantages de la vie associative, l'intérêt de conduire des activités collectives et la plus-value des échanges d'expériences pour l'essor de leurs élevages.
- 7) Revoir l'exigence de la conduite des animaux au piquet jusqu'au passage par une approche plus adaptée au milieu.
- 8) Approfondir la réflexion sur l'octroi des mâles dans les actifs animaux en fonction des pistes possibles.
- 9) Clarifier l'objectif de distribuer des animaux CR hors de son berceau.

Au niveau des processus opérationnels et de gestion :

- Principales :

- 10) Revoir toute la procédure d'achat des animaux et de contractualisation avec les fournisseurs de bétail en renforçant sensiblement les conditions techniques à respecter sur tout le processus.
- 11) Mettre davantage l'accent sur les préparatifs, l'organisation, l'exécution et le suivi des quarantaines afin d'amener chaque acteur à jouer plus professionnellement son rôle dans cette étape délicate.

12) Revoir le dispositif actuel de suivi des animaux en fonction des différents objectifs visés (encadrement et contrôle local des bénéficiaires + résultats zootechniques comme outil d'aide à la décision pour le projet).

13) Déléguer les tâches et responsabilités moins essentielles aux acteurs locaux (STD, SVPP et RSAP notamment) tout en leur simplifiant la gestion administrative et financière.

- Secondaires :

14) Réajuster le suivi post distribution en insistant plus sur un premier suivi dans le premier mois (voir après 2 semaines) qui suit la distribution (afin de déceler les insuffisances urgentes à corriger) et au moins un second suivi au cours du second trimestre.

15) Redéfinir précisément les objectifs et modalités pratiques de l'appui en SPAI dans la stratégie.

16) Négocier avec VSF-B un partenariat gagnant-gagnant afin de continuer à renforcer certains besoins des SVPP / RSAP dans la zone d'intervention en échange de leur facilitation sur certaines actions (discussions, négociations, contractualisation et suivi avec les VP...).

Au titre de la responsabilisation des acteurs :

- Principales :

17) Responsabiliser les acteurs villageois (bénéficiaires concernés et CDG) pour définir leurs propres modalités de passage et pour organiser ces opérations.

18) Faciliter l'appropriation de l'activité Habbanaye en faisant participer plus activement les Communes aux différentes étapes essentielles de la mise en œuvre sur le terrain et tester une plus grande maîtrise d'ouvrage avec les plus performantes.

19) Négocier avec A2N et AREN leur participation active à certaines étapes spécifiques de la mise en œuvre de l'activité sur le terrain.

6. ENSEIGNEMENTS TIRÉS

Leçons apprises	Recommandations
6.1 PROCESSUS DE CHANGEMENT VISÉ PAR LA STRATÉGIE	
<p>Description de l'approche du projet : La stratégie prévoit initialement le ciblage de femmes vulnérables. Il s'agit de remettre des chèvres à des femmes qui les passent, après un certain délai, à d'autres. L'objectif est que toutes ces femmes disposent d'actifs animaux qui contribuent à la résilience des communautés. Les chèvres ont été choisies car elles sont rustiques (résistent bien dans le milieu), sont bien adaptées d'un point de vue culturel, ont une bonne prolificité et un cycle reproductif court (permettant d'obtenir des résultats rapides). L'approche est communautaire avec un système de gestion locale (autonomisation des communautés). La finalité vise la sécurité économique et alimentaire et la résilience des femmes et des ménages, ainsi que des communautés / communes.</p>	
6.1.1 Approche globale par rapport à l'objectif de Résilience	
<p>❖ Points Forts (Succès) / Faibles (Echecs) :</p> <p>1. Stratégie globale Habbanaye :</p> <p>(+/-) La stratégie est holistique en intégrant de multiples facteurs liés à l'élevage des chèvres et ne se focalise pas uniquement sur la distribution d'actifs animaux mais en revanche elle ne prend pas suffisamment en compte l'intégration avec les autres composantes du projet ;</p> <p>(+) La démarche s'inscrit totalement dans une action structurante des populations à moyen et long terme (et pas d'urgence conjoncturelle à court terme comme souvent dans les opérations Habbanaye) ; En effet, le nouveau postulat « Habbanaye : outil de résilience pour les ménages, les communautés et les communes » à tout son sens même si il n'est pas encore démontré au stade actuel de l'exécution du projet ;</p> <p>(+/-) L'approche est dynamique et évolue régulièrement sur base des constats et leçons tirées du terrain ce qui permet de mieux cadrer les interventions en fonction des grands contextes (pays et région) mais pas encore d'adapter certains éléments au niveau village ;</p> <p>(+/-) Le choix de l'espèce Caprine et du nombre d'animaux octroyés sont parfaitement justifiés par rapport aux différents contextes d'intervention et aux objectifs visés (effets à court terme) sur les bénéficiaires bien que l'âge des animaux distribués peut fortement remettre en cause cette logique ;</p> <p>(-) La dernière évolution de la stratégie (up date 2016 et compléments) ne met pas l'accent sur le nécessaire changement de dispositif opérationnel lié au passage à l'échelle de l'intervention avec la démultiplication des opérations Habbanaye ;</p> <p>(-) Les notions de relations sociales et de systèmes d'entraides au sein de la communauté (autre que le passage d'actifs animaux officiels) qui découlent de l'approche traditionnelle Habbanaye sont occultés de la stratégie ;</p> <p>(-) La volonté logique et forte du projet de pérennisation les passages d'actifs animaux peut se révéler contreproductive, dans l'approche actuelle, avec l'atteinte des effets recherchés sur les bénéficiaires (importance de pérenniser l'activité et/ou les effets de l'activité ?) ;</p> <p>(-) L'envergure de l'activité n'est pas réellement proportionnelle à la taille des villages bénéficiaires ce qui ne favorise pas un large rayonnement dans les grands centres (nombre de bénéficiaires trop limité) ;</p> <p>2. Engagements des bénéficiaires :</p> <p>(+) La définition, la mise en place et le suivi rapproché d'engagements à</p>	<p>❖ Recommandations :</p> <p>1. Stratégie globale Habbanaye :</p> <p>1.1 Maintenir une approche holistique, au moins en élevage, lors d'une intervention Habbanaye.</p> <p>1.2 Augmenter de quelques mois l'âge de référence des animaux à distribuer (entre 12 et 15 mois).</p> <p>1.3 Prendre en compte dans la stratégie et son opérationnalité les aspects de relations sociales et d'entraides liées à l'approche Habbanaye (dépasser le simple objectif de passage d'animaux).</p> <p>1.4 Trouver un juste équilibre entre les objectifs de pérennisation et d'effets recherchés par le projet.</p> <p>1.5 Tenir davantage compte de la taille des villages lors de la fixation du nombre de bénéficiaires.</p> <p>2. Engagements des bénéficiaires :</p> <p>2.1 Mieux adapter, et définir conjointement, les engagements principaux à respecter strictement par les bénéficiaires en fonction des réalités locales et des intérêts pour tous (bénéficiaires</p>

<p>respecter par les bénéficiaires d'animaux (et en particulier ceux portant sur la gestion des actifs animaux) sont des éléments majeurs de la réussite du passage d'animaux ;</p> <p>(-) En revanche, l'application strict de certains engagements sont très contraignants et réduisent les effets à court terme sur les bénéficiaires d'animaux (conduite au piquet, interdiction de vente avant passage) ;</p>	<p>d'animaux, en attente et objectifs du projet).</p>
<h3>6.1.2 Ciblage et organisation des bénéficiaires</h3>	
<p>❖ Points Forts (Succès) / Faibles (Echecs) :</p> <p>1. Critères vulnérabilité :</p> <p>(-) L'utilisation stricte des critères HEA fait que les personnes sélectionnées comme bénéficiaires sont trop vulnérables (ex : très âgées, handicapées avancées, indigents, non actives, à charge d'autres ménages...) pour assurer la conduite d'un élevage ;</p> <p>2. Ciblage des groupes MtM :</p> <p>(+) La réorientation du ciblage des femmes vulnérables vers des femmes des groupes MtM est bénéfique plus particulièrement pour l'atteinte des objectifs du volet Nutrition et Santé reproductive car ces dernières sont alors encouragées et plus motivées à appliquer les bonnes pratiques dans ces domaines ;</p> <p>(+) Le ciblage actuel de bénéficiaires MtM, ouvert aux femmes enceintes et allaitantes, prévoit en particulier de mettre l'accent sur la nutrition des enfants, en particulier de 6 à 24 mois grâce par la valorisation du lait de chèvres ;</p> <p>(-) L'approche actuelle de ciblage dans les groupes MtM ne tient pas compte des délais d'obtention des différents bénéfices possibles de l'activité Habbanaye (lait, fumier, revenus...); Certains nécessitent en moyenne plusieurs mois et d'autres plus de 12 à 18 mois selon la stratégie d'intervention établie ;</p> <p>(-) La sélection précoce de bénéficiaires (en attente), dans le cadre de la mise en place de binômes dès le placement d'animaux, complique alors le ciblage d'une certaine catégorie de profils parmi les groupes MtM (délai de 18 mois entre sélection et réception des animaux + délai pour enregistrer les premières mises-bas) ;</p> <p>3. Cible de la vulnérabilité :</p> <p>(-) L'approche actuelle de ciblage dans les groupes MtM ne met plus systématiquement l'accent sur les aspects de vulnérabilité pourtant essentiels en matière de sécurité alimentaire et de résilience dans la communauté ;</p> <p>(-) La réorientation du ciblage envers les groupes MtM exclut d'office les femmes vulnérables actives, certaines avec charges d'enfants non actifs (même si leurs âges dépassent les 24 mois) qui ne sont pas membres MtM ;</p> <p>4. Processus de ciblage :</p> <p>4. (+) La délégation du ciblage des bénéficiaires au niveau communautaire permet de prendre en compte certains aspects spécifiques locaux importants non maîtrisés par le projet comme par exemple la nécessaire répartition équitable par quartier / hameau pour préserver la paix sociale dans le village ;</p> <p>(+) La démarche de sélection des bénéficiaires passant par une assemblée</p>	<p>❖ Recommandations :</p> <p>1. Critères vulnérabilité :</p> <p>1.1 Exclure les extrêmement vulnérables (trop âgées, dépendantes d'autres ménages, plus actives...) du ciblage des bénéficiaires de l'activité habbanaye.</p> <p>2. Ciblage des groupes MtM :</p> <p>2.1 Tenir compte des délais par type de bénéfice possible tiré de l'activité Habbanaye (ex : lait, fumier, revenus...) lors du ciblage de profils des bénéficiaires prioritaires (enceintes, allaitante exclusive avec enfants de 0 à 6 mois, puis avec enfants de 6 à 24 mois)</p> <p>3. Cible de la vulnérabilité :</p> <p>3.1 Concilier à la fois les aspects de nutrition et de vulnérabilité lors du ciblage des bénéficiaires en sélectionnant prioritairement des femmes enceintes ou allaitantes mais avec des critères HEA certes assouplies (pour écarter les plus extrêmes).</p> <p>4. Processus de ciblage :</p> <p>4.1 Toujours responsabiliser la communauté, et en particulier l'assemblée villageoise au bout du processus, pour la sélection des bénéficiaires.</p> <p>4.2 Ne pas laisser la pleine responsabilité de sélection des bénéficiaires au seul comité villageois.</p>

<p>villageoise (AG) validant les choix définitifs permet d'éviter les plaintes et les abus ;</p> <p>(-) La démarche de sélection des bénéficiaires passant uniquement par un comité local, composé de leaders communautaires, sans AG est source de tensions sociales et de choix pas toujours très objectifs ;</p> <p>5. Organisation des bénéficiaires :</p> <p>(-) Le choix de passer par les groupes MtM, plutôt que des individus, pour faciliter le portage institutionnel de l'activité habbanaye n'est pas pertinent de ce point de vue car (i) ces groupes ne sont pas réellement structurés et (ii) ces groupes sont instables (turn over avec des femmes qui changent régulièrement de groupe) ;</p> <p>(-) L'organisation actuelle des groupes MtM ne peut pas être un support pour créer une dynamique collective autour de l'activité Habbanaye ;</p> <p>(-) L'approche Habbanaye ne prend quasi pas en compte les besoins d'organisation des bénéficiaires et de responsabilité collective pourtant nécessaire à l'essor de l'activité (ex : fonds commun, activités collectives, cotisations) ;</p> <p>(+) L'idée initiale de mise en place de binômes entre bénéficiaires d'animaux et ceux en attente est un gage d'efficacité et de pérennisation de l'activité (les bénéficiaires suivantes apportant soutien et contrôle de la conduite d'élevage par les bénéficiaires d'animaux) ;</p>	<p>5. Organisation des bénéficiaires :</p> <p>5.1 Dans la forme actuelle, ne pas compter sur les groupes MtM pour le portage institutionnel de l'activité Habbanaye.</p> <p>Prendre en compte dès le démarrage de l'intervention sur le terrain les aspects organisationnels et collectifs inhérents à ce genre d'appuis (sans forcément aller vers du formel).</p> <p>Mettre en place systématiquement les binômes entre bénéficiaires dès la distribution ou le passage d'animaux.</p>
<p>6.2 APPROCHES DE MISE EN PLACE ET DE DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME HABBANAYE (PLACEMENT, ACCOMPAGNEMENT, PASSAGE...)</p>	
<p>Description du processus de changement : Initialement, il est prévu une distribution de chèvres (3-4 chèvres et 1 bouc) et d'aliments bétail majoritairement à des personnes vulnérables. Ces personnes sont tenues de passer le même noyau reproductif à une autre vague de bénéficiaires au bout de 15 à 18 mois d'élevage. La contrepartie des bénéficiaires est : (i) la construction de chèvrerie, (ii) la constitution d'un stock d'aliments bétail, (iii) leur participation à des formations et leur restitution à celles qui n'ont pas pu y prendre part et enfin (iv) l'entretien des animaux (alimentation, soins...).</p> <p>Avant la distribution, les animaux sont tenus en quarantaine où ils reçoivent un traitement sanitaire approprié (vaccination, déparasitage...) et une identification par boucle auriculaire.</p>	

6.2.1 Placement des animaux (achat, quarantaine et distribution)

❖ Points Forts (Succès) / Faibles (Echecs) :	❖ Recommandations :
<p>1. Sélection des fournisseurs :</p> <p>(-) Les procédures administratives et les outils de sélection des fournisseurs d'animaux par DAO ne permettent pas de garantir une qualité suffisante dans l'octroi des actifs animaux aux bénéficiaires, préalable pourtant indispensable à la réussite des opérations Habbanaye ;</p> <p>(-) La politique de sélection des moins disant, sans d'autres critères techniques plus stricts et conséquents, ne permet pas d'écarter des fournisseurs inaptes ou trop focalisés sur le seul profit ;</p> <p>(-) Les appels d'offres restreints au niveau local (ex : Commune) limitent la possibilité de sélectionner des fournisseurs de qualité, de vrais professionnels du domaine, expérimentés et avec une assise financière suffisante pour préfinancer les achats et autres conditionnalités contractuelles ;</p> <p>(-) Les modalités et clauses contractuelles ne mettent pas l'accent sur le respect strict des normes techniques à appliquer pendant tout le processus conduit y compris le transport et la quarantaine ;</p> <p>(-) La démarche technique d'approvisionnement en animaux ne prévoit aucune précaution et mesure particulière lors de longs trajets inhérents à certaines opérations de diffusion de la CR de Maradi vers d'autres régions du Niger ;</p>	<p>1. Sélection des fournisseurs :</p> <p>1.1 Ecarter les offres trop basses qui sont incohérentes avec les tendances du marché (seuil financier confidentiel).</p> <p>1.2 Bannir les DAO restreints au niveau communal (tout en gardant la possibilité de choisir un fournisseur local à compétence égale).</p> <p>1.3 Mettre en place des critères techniques de sélection plus rigoureux des fournisseurs (ex : exigence de 2 à 3 certificats de satisfaction d'organisations différentes et reconnues ; minimum 3 années d'expériences éprouvées dans le domaine ; soumission d'une proposition technique sur les modalités d'achat, de transport, de quarantaine et de distribution...);</p> <p>1.4 Préciser dans les DAO et contrats toutes les références et engagements techniques auxquels le fournisseur doit se conformer pendant tout le processus et les éventuelles sanctions possibles (ex : normes d'alimentation pendant la quarantaine (types, quantités...) ? modalités et normes de transport en fonction des distances à parcourir ? etc).</p> <p>1.5 Promouvoir une formation des fournisseurs de bétail (avant de signer le contrat) en biosécurité des animaux qui pourrait être délivrée par un organisme compétent dans le domaine.</p>
<p>2. Gestion de la quarantaine :</p> <p>(-) La démarche du projet, côté Burkina Faso, de ne plus contractualiser directement avec les services compétents (STD ou RSAP) mais de confier la pleine responsabilité des soins vétérinaires pendant la quarantaine aux fournisseurs d'animaux est nuisible à la qualité des soins vétérinaires apportées et à l'autonomie de chaque corps de métiers d'autant que les STD doivent également assurer le contrôle de conformité sur les animaux ;</p> <p>(-) Les modalités d'exécution et de suivi de la quarantaine se focalisent sur les animaux (contrôle de conformité et soins vétérinaires à faire) au détriment d'autres aspects techniques également importants à prendre en compte (conduite, confinement, alimentation, abreuvement...);</p> <p>(+) La relocalisation de la quarantaine au niveau local (ex : village) permet de réduire l'effectif d'animaux par lot et ainsi limiter les risques sanitaires ;</p>	<p>2. Gestion de la quarantaine :</p> <p>2.1 Séparer systématiquement du contrat fournisseur la prise en charge de la prophylaxie vétérinaire prévue et le contrôle de conformité des animaux.</p> <p>2.2 Prendre en compte le contrôle sur l'ensemble de la conduite de la quarantaine (local aménagé, alimentation, abreuvement, confinement...) et pas seulement de la conformité des animaux.</p> <p>2.3 Réaliser des quarantaines avec un nombre raisonnable d'animaux (dans les villages ou pas) et éviter absolument les grands rassemblements.</p> <p>2.4 Organiser une rencontre préparatoire, suffisamment à l'avance de la quarantaine, avec les fournisseurs sélectionnés et également les structures techniques (ex : STD, SVPP / RSAP...) pour mieux cadrer les étapes avant la livraison sur le lieu retenu.</p>
<p>3. Responsabilité projet :</p>	<p>3. Responsabilité projet :</p>

<p>(-) La stratégie d'intervention ne prévoit pas de mécanismes de compensation pour les bénéficiaires lorsque des mortalités élevées d'animaux du village, hors actifs animaux distribués, sont imputables au projet ;</p>	<p>3.1 Prévoir un mécanisme de compensation pour les bénéficiaires dans les cas les plus extrêmes, avérés, où la responsabilité du projet est engagée.</p>
<p>6.2.2 Services supports à l'élevage</p>	
<p>❖ Points Forts (Succès) / Faibles (Echecs) :</p> <p>1. Dotation en SPAI :</p> <p>(+) L'option de distribution gratuite initiale de SPAI permet aux animaux nouvellement acquis de traverser aisément la période d'adaptation au nouveau milieu et de déficit fourrager surtout lorsque la distribution se déroule en saison sèche chaude ;</p> <p>(-) L'importance du SPAI pour contrecarrer le stress post distribution des animaux n'est pas suffisamment pris en compte dans la démarche technique (livraisons parfois tardives même en saison sèche ; types d'aliments peu appétés par les chèvres ; quantité variable voire nulle dans l'avenir) ;</p> <p>(-) La suppression totale prévue de ces distributions de SPAI lors des placements d'animaux à venir est un recul dans la stratégie d'appuis aux bénéficiaires qui présage d'une baisse de l'efficacité de l'activité (difficultés d'alimentation des animaux post distribution avec risque de mortalités, voire de pertes du capital investit, de réduction des naissances, de difficultés accrues pour le passage, de bénéfices réduits à court terme pour les bénéficiaires...);</p> <p>2. Formations techniques :</p> <p>(+) L'approche de formations techniques classiques a évolué vers des formations en cascade pour mieux répondre à l'évolution du nombre croissant de bénéficiaires et à la durabilité du service post-projet ;</p> <p>(-) Le choix des formateurs ou facilitateurs locaux (parmi les bénéficiaires principalement) ne garantit pas l'offre et la qualité du service sur la durée (profil pas toujours adapté, manque d'encadrement, de motivation à assumer cette fonction...);</p> <p>3. Autres appuis :</p> <p>(-) En complément à la stratégie principale Habbanaye, le projet fournit de petits appuis complémentaires aux bénéficiaires, qui s'inscrivent dans une logique d'opportunité (test ou action ponctuelle), mais sans véritables objectifs et approches définies qui prennent en compte les besoins d'accompagnement sur le moyen terme et qui consomment des ressources avec un échec quasi garanti (ex : semences fourragères ; fabrication de blocs multi nutritionnels) ;</p>	<p>❖ Recommandations :</p> <p>1. Dotation en SPAI :</p> <p>1.1 Prévoir toujours une certaine quantité de SPAI disponible dès l'attribution des animaux et surtout si le placement se fait en saison sèche.</p> <p>2. Formations techniques :</p> <p>2.1 Sélectionner et renforcer les compétences de facilitateurs locaux parmi les services déjà existants (AE, VVV, APS) rattachés à des professionnels (STD, SVPP, RSAP) qui peuvent faciliter l'encadrement technique sur le long terme.</p> <p>3. Autres appuis :</p> <p>3.1 Capitaliser les expériences d'autres projets précédents avant d'initier certaines actions éprouvées de nombreuses fois et qui n'ont jamais réellement pris un essor (ex : blocs nutritionnels et cultures fourragères).</p>
<p>4. Services supports à l'élevage :</p> <p>(+) Bien que cela ne fait pas partie de ses prérogatives initiales, de renforcer les capacités des SVPP / RSAP (mandat alloué au partenaire REGIS-AG, autre membre du consortium RISE), le projet a appuyé directement ou en partenariat le développement de ces services de santé animale de proximité pour répondre à des besoins cruciaux de ses bénéficiaires sur le terrain ;</p> <p>(-) L'approche technique et l'encadrement spécialisé de ces structures</p>	<p>4. Services supports à l'élevage :</p> <p>4.1 Ne pas rester dépendant d'un partenaire pour la réussite d'un résultat.</p> <p>4.2 Se donner les moyens de répondre à des besoins nouveaux importants dans la mise en</p>

<p>privées restent malgré tout nécessaire sur la durée, en particulier dans les nouvelles zones, pour aboutir à des offres de services répondantes aux préoccupations du projet ;</p>	<p>œuvre et ne pas rester enfermer dans son cadre d'intervention initial.</p>
<h3>6.2.3 Passages des animaux</h3>	
<p>❖ Points Forts (Succès) / Faibles (Echecs) :</p> <p>1. Modalités de passage :</p> <p>(-) La référence « d'un passage groupé (en une seule fois) des actifs animaux à 15, voire 18 mois », ne dispose pas d'un calcul détaillé permettant de comprendre la logique de cette estimation ;</p> <p>(+/-) Dans la pratique, la règle a été assouplie afin de mieux coller à la réalité du milieu au moins à l'échelle régionale (les passages progressifs ou plus tardifs) mais l'orientation générale reste flou ;</p>	<p>❖ Recommandations :</p> <p>1. Modalités de passage :</p> <p>1.1 Détailler la démonstration qui permet d'arriver à la référence indicative du projet afin de faciliter des comparaisons et des analyses critiques (utiles pour d'éventuelles réorientations dans la mise en œuvre).</p> <p>1.2 Définir de manière participative des règles spécifiques à chaque village qui collent plus à la réalité locale (conditions agro-écologiques, d'élevages et sociales...) tout en maintenant les objectifs visés par le projet.</p>
<h2>6.3 DISPOSITIF DE SUIVI / ÉVALUATION</h2>	
<p>Description du dispositif : L'équipe opérationnelle se charge du suivi des effectifs. Les différentes collectes de données sur le terrain sont compilées aux niveaux supérieurs. L'équipe S/E du projet fait des vérifications périodiques et suivent plusieurs indicateurs d'activités et de « produits » liés à la réalisation des activités. Le partenaire SAREL, membre du consortium RISE, se charge des études d'impact à l'échelle de tous les partenaires USAID.</p>	
<p>❖ Points Forts (Succès) / Faibles (Echecs) :</p> <p>1. Suivi zootechnique :</p> <p>(+) La mise en place d'un suivi physique de proximité des effectifs et des mouvements d'animaux auprès des bénéficiaires par les Cdg renforce considérablement le sérieux, la qualité et les résultats de l'activité Habbanaye ;</p> <p>(-) Les dispositifs existants sont multiples, lourds (Cdg ; PRL et ATP ; STD) pas harmonisés et certaines tâches pas forcément utiles ou fiables ;</p> <p>(+/-) Le suivi zootechnique sur les 3 premiers mois post distribution des animaux permet d'avoir une situation des effectifs et quelques taux indicatifs mais pas des résultats zootechniques en tant que tel ;</p> <p>(-) Les dispositifs de suivi existants ne permettent pas d'apprécier les résultats zootechniques globaux de l'intervention ni de détecter les problèmes pour proposer des solutions idoines ;</p> <p>2. Suivi des effets et impact :</p> <p>(-) Le dispositif actuel global se focalise sur l'impact auprès des communautés d'un ensemble de programmes financés par USAID qui ne fournit pas les éléments de justification de la chaîne de résultats</p>	<p>❖ Recommandations :</p> <p>1. Suivi zootechnique :</p> <p>1.1 Maintenir le suivi physique de proximité des effectifs par les Cdg.</p> <p>1.2 Alléger le suivi des données zootechniques uniquement aux informations réellement utiles, fiables et traitables rapidement.</p> <p>1.3 Maintenir un suivi des effectifs juste après la distribution mais prévoir un autre suivi à 1 an afin d'établir de véritables résultats zootechniques (sur base d'un échantillonnage représentatif).</p> <p>1.4 Etablir un bilan annuel des résultats zootechniques (outil d'aide à la décision).</p> <p>2. Suivi des effets et impact :</p>

<p>permettant d'apprécier la contribution des différentes interventions et encore moins d'un volet spécifique comme l'activité Habbanaye ;</p> <p>(-) Les indicateurs de suivi du projet sont basés sur des références standards et spécifiques à USAID qui ne solutionnent pas le besoin en informations du terrain pour la guidance et orientation stratégique du projet ;</p>	<p>2.1 Prévoir quelques mesures annuelles d'effets (quantitatives et qualitatives) auprès des bénéficiaires Habbanaye en lien avec les résultats zootechniques.</p>
<p>6.4 IMPLICATION DES ACTEURS DU CHANGEMENT (TRANSFERT PROGRESSIF DES RÔLES ET RESPONSABILITÉS...)</p>	
<p>Description de l'approche du projet : La stratégie initiale ne détaille pas de collaboration précise avec les Communes. En revanche, les autres partenaires d'exécution ou acteurs locaux sont identifiés et retenus pour assurer leurs rôles dans la mise en œuvre essentiellement.</p> <p>NB : Les acteurs suivants ont déjà été traités dans les points précédents (STD, SVPP / RSAP, REGIS-AG). Ils ne sont donc pas repris ci-dessous.</p>	
<p>❖ Points Forts (Succès) / Faibles (Echecs) :</p> <p>1. Comités de gestion :</p> <p>(+) La mise en place et la responsabilisation progressive des Cdg en remplacement du projet et des premiers PRL vont dans le sens d'une meilleure appropriation de l'activité par les communautés ;</p> <p>(+) L'engagement et le travail de bénévolat des membres des Cdg sont dorénavant motivés par un appui significatif du projet à travers l'octroi d'actifs animaux visant aussi à pérenniser leur service auprès des bénéficiaires ;</p> <p>(-) La démarche d'appuis aux Cdg est peu structurée et formalisée si bien que ce service est plus dans un rôle d'exécutant au compte du projet (pour ses propres besoins) que dans le développement de ses rôles (service, intermédiation, contrôle...) ;</p>	<p>❖ Recommandations :</p> <p>1. Comités de gestion :</p> <p>1.1 Gérer le risque de rester à un stade de Cdg fonctionnels uniquement sous l'impulsion du projet.</p> <p>1.2 Responsabiliser rapidement les Cdg dans leur leadership communautaire et leurs différents rôles à travers un renforcement de capacités plus structurés et formels (formations, appui conseils aux prises d'initiatives...).</p>
<p>2. Communes :</p> <p>(+) La facilitation de missions sur le terrain aux Communes permet de conscientiser les bénéficiaires et de limiter ainsi les abus sur les actifs animaux reçus ;</p> <p>(-) L'approche de ciblage des villages bénéficiaires directement par le projet, sans implication voire responsabilisation de l'administration locale, ne favorise pas un développement logique et harmonieux de la Commune ;</p> <p>(-) La mise en place des Cdg Habbanaye sans participation de la Commune ne facilite pas la redevabilité et le suivi-contrôle entre eux ;</p> <p>(+) Le changement de partenaires d'exécution (des directions départementales / provinciales vers les services techniques communaux) facilite particulièrement la mise en œuvre des activités sur le terrain ;</p> <p>3. Partenaires d'exécution (A2N et AREN)</p> <p>(-) Le projet ne profite pas de leur expertise dans le domaine, créant ainsi une charge supplémentaire de travail au personnel ;</p>	<p>1.3 Revoir la composition des membres des Cdg avec l'implication active de la population (assemblée villageoise).</p> <p>2. Communes :</p> <p>2.1 Privilégier la collaboration avec les ST communaux en appliquant le principe de subsidiarité.</p> <p>3. Partenaires d'exécution (A2N et AREN)</p> <p>3.1 Confier la mise en œuvre de certaines activités spécifiques liées au concept de Habbanaye à des acteurs spécialisés qui peuvent apporter leur savoir-faire.</p>

ANNEXES

1. Termes de référence
2. Offre technique de la mission
3. Liste documents consultés
4. Fiche ISS bénéficiaires
5. Brochure méthodologique ZAK
6. PWP atelier de restitution mission
7. Calendrier type mission régionale
8. Journée type site enquêté
9. Récapitulatif Enquêtes et Séances de travail
10. Liste acteurs clés consultés
11. Chemin de changement détaillé
12. Bilan Constats et Recommandations